

Université de Montréal

**Le vote pour le mouvement réformateur iranien
est-il un vote pour la démocratie ?**

Par
Shiva Rouholamini

Département de science politique
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et sciences
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en science politique

Décembre 2009

© Shiva Rouholamini, 2010

Université de Montréal

Faculté des arts et sciences

Ce mémoire intitulé :

**Le vote pour le mouvement réformateur iranien
est-il un vote pour la démocratie ?**

Présenté par :

Shiva Rouholamini

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

André Blais

Directeur de recherche

Marie-Joelle Zahar

Codirecteur

Patrick Fournier

Membre du jury

Mamoudou Gazibo

Président-rapporteur

Résumé –

Le vote pour le mouvement réformateur est-il un vote pour la démocratie ?

Dans ce mémoire, nous avons mis à l'épreuve l'hypothèse selon laquelle le caractère plus démocratique des partis associés au mouvement réformateur tend automatiquement à attirer les électeurs plus démocrates. Pour ce faire, nous avons utilisé des données de sondage qui nous ont aidés à dégager les attitudes et les caractéristiques des électeurs et à les mettre en relation avec leur vote. Ainsi, nous avons dressé le portrait de l'électorat iranien et nous en avons mis en évidence les caractéristiques sociodémographiques déterminant le vote. Nos résultats montrent que, conformément à nos hypothèses et à l'interprétation générale qui est faite des élections iraniennes, l'âge et le niveau d'éducation présentent une corrélation avec le choix électoral dans le sens attendu, qui prévoit qu'un électorat plus jeune et plus éduqué vote pour le mouvement réformateur. En revanche, en ce qui concerne le sexe et le degré d'urbanisation, nos résultats vont à l'encontre de nos hypothèses et des suppositions liées au comportement électoral en Iran. Nous démontrons que les femmes sont en réalité plus nombreuses à voter pour le mouvement conservateur et que les choix électoraux des habitants des villes et de ceux des villages ne diffèrent pas. Nous avons également vérifié la relation entre les attitudes et le vote. Nos résultats révèlent que les électeurs ayant une attitude plus positive envers la démocratie, reconnaissant plus de droits aux femmes, moins religieux et économiquement plus libéraux, sont plus nombreux à voter pour le mouvement réformateur. Nous reconnaissons, en conclusion, l'impact des attitudes envers la démocratie sur le choix électoral en Iran ainsi que l'effet d'autres attitudes liées à l'égalité, à la religion et à l'économie. Nous affirmons surtout que ces attitudes départagent aussi bien, sinon mieux, la population iranienne par rapport à ses choix électoraux que les caractéristiques telles que le sexe ou le degré d'urbanisation.

Mots clés : Iran, élections, comportement électoral, attitudes, démocratie.

Abstract –

Is voting for the reform movement in Iran tantamount to voting for democracy?

It is conceived that the more democratic characteristics of the reformist political parties in Iran; automatically provide them with the support of the more democratically oriented voters. In this thesis, we put this theory to the test. To do so, we use survey data (*World Values Survey 2001*) to identify voters' attitudes and attributes in relation to their vote choice.

We first depict the Iranian electorate by exploring the sociodemographic determinants of their vote. Only some of our hypothesis based on the general understandings and mainstream analysis of elections in Iran are validated. Age and education seem to have an impact in vote choice. Younger and more educated voters tend to vote in bigger numbers for the reformist movement. Contrary to our assumptions though, women tend to vote more for the conservative movement and urbanism has no effect on the vote. Then, in order to answer the initial question of this research we study the correlation between the respondents' attitudes and their votes. We demonstrate that a positive attitude toward democracy, according equal rights to women, a lower level of religiosity, and economic liberalism are all positively correlated with a vote in favour of the reformist movement.

We therefore illustrate the importance of the attitudes, particularly those toward democracy, in the electoral behaviour of Iranian voters. We also point out the impact of other attitudinal factors concerning equality, religion and economy. Our results tend to indicate that these factors are at least just as useful that factors such as sex or urbanism, into portraying the stratification of the Iranian society with regards to its vote choice.

Key words: Iran, election, electoral behaviour, attitudes, democracy.

1. Table des matières

Chapitre Un – Présentation de la problématique.....	1
Chapitre Deux – Revue de la littérature	10
1. « Attitude envers la démocratie » en tant que déterminant du vote.....	12
2. Les études concernant des élections au Moyen-Orient	19
— Les déterminants du vote.....	19
I. Enjeux, politiques et idéologie.....	20
II. L'identification partisane.....	22
III. Économie.....	24
IV. Appartenance communautaire	24
3. Où nous situons-nous ?.....	29
Chapitre Trois – Le contexte iranien	30
1. Le système électoral iranien	30
— Les partis politiques en Iran	31
— Obstacles constitutionnels : <i>Nezārat-e estesvābi</i>	32
2. Le mouvement réformateur.....	32
— Contexte et émergence du Parti réformateur.....	33
— Les positions du mouvement réformateur.....	36
I. En pratique.....	37
II. L'idéologie des réformateurs.....	39
III. Les réformateurs et la question de la religion	40
IV. Les réformateurs et la question des femmes.....	41
V. Les réformateurs et la question de la liberté d'expression.....	42
Chapitre Quatre – Hypothèses et méthodologie	44
1. Hypothèses.....	44
— Facteurs sociodémographiques	45
I. Le sexe	46
II. L'âge.....	47
III. Le niveau d'éducation	48
IV. La grandeur de la ville habitée.....	48

—	Facteurs liés aux attitudes	49
I.	La religiosité	49
II.	L'attitude envers la démocratie	50
III.	Le modèle économique : étatique ou privé	50
IV.	L'attitude envers les droits des femmes	51
2.	Méthodologie	52
3.	La construction des variables.....	54
—	Variable dépendante : le choix électoral	54
—	Variables indépendantes : les facteurs sociodémographiques	57
I.	L'âge	57
II.	Le niveau d'éducation.....	58
—	Variables indépendantes : les facteurs liés aux attitudes.....	58
Chapitre Cinq – Résultats et analyses		62
1.	Le choix électoral – la variable dépendante.....	62
2.	Les facteurs sociodémographiques	63
I.	L'âge	64
II.	Le sexe	66
III.	Le niveau de l'éducation	67
IV.	La grandeur de la ville habitée	68
3.	Les facteurs liés aux attitudes.....	69
I.	Niveau de religiosité	70
II.	Opinion sur le rôle de l'État dans l'économie.....	72
III.	Opinion sur la question de la démocratie comme forme de gouvernance	73
IV.	Positionnement sur la question des droits des femmes	74
4.	Ensemble des facteurs	75
5.	Conclusion –	78
Références et bibliographie.....		82
1.	Sites web et journaux	82
2.	Livres et articles	82
Annexe		89
1.	Les questions prises en compte pour chaque sujet :	89
—	Opinion sur le droit des femmes –.....	89
—	Opinion sur la privatisation –.....	90

—	Attitude envers la démocratie –	90
—	Niveau de religiosité –	90
2.	Système politique iranien.....	92
—	Chronologie rudimentaire :	93
3.	Les tableaux statistiques.....	95
—	Le sondage	95
—	Le vote	95
—	Le sexe	95
—	L'âge	96
—	Le niveau d'urbanisation –	96
—	Le niveau d'éducation.....	97
—	Langue parlée à la maison –	97
—	La religion–	97
	Niveau de religiosité	98
—	Droits des femmes –	98
	Avis sur la démocratie –	99
—	Avis sur la privatisation –	99
—	Régression	100

La liste des tableaux

Tableau 1 - Le vote et l'âge	64
Tableau 2 – Le vote et le sexe	66
Tableau 3 – Le vote et l'éducation	67
Tableau 4 – Le vote et la grandeur de la ville habitée	68
Tableau 5 – Corrélation bi-variée entre les variables liées aux attitudes	70
Tableau 6 – Le vote et le niveau de religiosité	71
Tableau 7 – Le vote et le positionnement économique	72
Tableau 8 – Le vote et l'opinion sur la démocratie	73
Tableau 9 – Le vote et l'opinion sur les droits des femmes	74
Tableau 10 – Régression entre le vote et toutes les variables indépendantes	75

Chapitre Un – Présentation de la problématique

Le vote pour le mouvement réformateur est-il un vote pour la démocratie ? Étant donné le caractère plus démocratique des positions de ce mouvement, politiciens et politologues tendent à supposer que l'électorat de ce mouvement est forcément pour les valeurs démocratiques. Dans le présent mémoire, nous mettrons à l'épreuve ce postulat.

En 1997, huit ans après la guerre contre l'Irak, l'élection de Hodjatoleslam Khatami¹ à la présidence iranienne marque l'arrivée au pouvoir du mouvement réformateur². Certains affirment que l'émergence soudaine de cette formation politique était l'expression du soutien de la population aux valeurs démocratiques de ce mouvement, tandis que d'autres soutiennent qu'il s'agissait d'un vote pour le changement, contre « le candidat du régime ». Qu'en est-il vraiment ? Les Iraniens se sont-ils prononcés pour les valeurs démocratiques ?

¹ Hodjatoleslam : signifiant « preuve de l'islam » en arabe, titre donné aux théologiens et aux docteurs en jurisprudence chiïte (dictionnaire Larousse en ligne). En dessous du titre d'Ayatollah.

² Le mouvement réformateur est également connu sous le nom de mouvement de *2-kehordād*, faisant référence à la date de l'élection de Khatami dans le calendrier persan.

Les partis politiques dans les pays démocratiques ajustent leurs programmes en se basant sur les résultats des élections, et les partis politiques iraniens font de même. Aujourd'hui, il existe deux mouvements politiques viables en Iran : les conservateurs (la droite) et les réformateurs (la gauche). Si ce sont les réformateurs qui ont introduit les valeurs démocratiques (Karimian 2009) dans le discours politique iranien, « le changement » et « l'importance de la volonté du peuple » (Khatami 1997) font désormais partie du lexique des deux mouvements (Khatam 2009) qui y cherchent leur légitimité³. Ces deux mouvements diffèrent de points de vue sur les sujets fondamentaux comme la liberté d'expression, la sacralité des personnalités politiques, le rôle de la religion dans la politique, le niveau de privatisation souhaité ou le rôle des femmes dans la famille et dans la société ; mais ils interprètent de la même manière les résultats des élections comme étant une demande de changement. À la suite de l'élection présidentielle de 2009, un conseiller du président Ahmadinejad déclarait que des 24 millions de votes reçus par Ahmadinejad, seuls quatre millions provenaient de véritables partisans⁴. Les 20 millions restants auraient plutôt exprimé leur insatisfaction face au « système ». Selon son analyse, les 13 millions de votes réformateurs n'exprimeraient que l'insatisfaction de ces électeurs face à la gouvernance du président Ahmadinejad, qui alors serait le véritable symbole du changement. Si une demande de changement est ressentie par les mouvements politiques concurrents en Iran, la direction des changements demandés est cependant bien moins claire.

Sans être un idéal démocratique, le mouvement réformateur iranien semble avoir des positions plus égalitaires, plus séculières, économiquement et socialement plus libérales, qui donc se rapprocheraient davantage d'une certaine conception occidentale de la démocratie. Pour savoir si les

³ Président Khatami insiste sur le rôle du Parlement, déclarant la Constitution la base de la structure politique iranienne. Ainsi, il remet en question la notion de *Velāyat-e faqih* (« conservateurs de la jurisprudence » ou « gouvernement du docte »).

⁴ Journal E'temad meli, 13 août 2009. Voir : <http://www.magiran.com/ppdf/5061/p0506109930011.pdf>

changements demandés par la population correspondent au désir d'élire un gouvernement plus démocratique, il faut savoir si l'électorat du mouvement réformateur vote pour lui en fonction de ses positions et de son idéologie. La problématique à laquelle ce mémoire s'intéresse est de comprendre si le vote pour le mouvement réformateur est d'une certaine façon ou au moins en partie un vote pour la démocratie. L'élection de 1997 était la première élection présidentielle après la Révolution islamique de 1978 où un mouvement politique, relativement organisé, a opposé son candidat à celui du mouvement conservateur. Deux ans auparavant, en 1995, le parti *kargozārān*, guidé par le président Hachemi Rafsandjani, avait été le premier à présenter des candidats d'un « autre » courant de pensée dans les élections au Parlement. Dû à cette conjoncture, c'est-à-dire la nouveauté du mouvement réformateur sur la scène politique iranienne, il est difficile d'attribuer avec certitude le vote réformateur à une aspiration plus précise que celle du changement, à savoir celle de la démocratie. Le vote massif des électeurs pour Khatami pourrait ne s'expliquer que par la lassitude de la population envers les candidats du régime⁵.

Même si la distinction logique entre un vote pour des valeurs démocratiques et un vote simplement « contre » le régime est clair, le discours des hommes politiques en Iran en fait un amalgame. Nous allons voir dans les prochains paragraphes, comment la même personne décrit les élections à la fois comme un « non » au régime et comme un vote pour des discours démocratiques des réformateurs⁶. Il est donc difficile de dissocier ces deux explications dans le contexte iranien surtout avec une approche qualitative ; c'est pourquoi, en l'absence d'études quantitatives sur la question, nous allons utiliser les données d'un sondage sur les attitudes des électeurs afin de clarifier cette distinction.

⁵ Taux de 69% en 1997 et de 61% en 2001.

⁶ Mohammad Reza Khatami, co-fondateur du Parti Réformateur Mosharekat (Participation) et ancien député au Parlement.

Les deux tendances observées dans les analyses électorales après l'arrivée au pouvoir des réformateurs en 1997 se distingueraient ainsi : d'une part, le vote en faveur de Khatami serait un vote pour les réformes démocratiques et d'autre part, la victoire de Khatami représenterait la défaite du régime, la première tendance présentant le vote réformateur comme étant un signe d'appui intégral à leur programme. Les militants du camp de Khatami (Salimi 2005, 169 : entrevue avec Sazegara, 47 : entrevue avec Mohammad Reza Khatami) pensaient que la réélection en 2001 leur donnerait les moyens de réformer la théocratie chiite iranienne. Ils espéraient en particulier que cette victoire convaincrerait les conservateurs cléricaux de *l'establishment* que le changement était inévitable et ils croyaient que leur résistance aux changements sociaux les opposerait davantage à leurs citoyens (De Bellaigue 2001). Cette interprétation du vote sous-entend que les réformateurs conçoivent l'élection de Khatami comme la manifestation d'une affinité avec les principes qu'il défend et qu'ils supposent qu'un examen des positions des partis détermine le vote de l'électorat iranien. D'ailleurs Hajjarian déclare clairement que, selon lui, la population votera pour le parti le plus proche d'elle idéologiquement (Hajjarian 2000).

La seconde tendance présente le vote pour Khatami comme représentant un pied de nez au régime, « un “non” aux religieux au pouvoir et une demande de changement : pour moins de restrictions politiques, sociales et culturelles, pour de meilleures conditions économiques et pour plus de voix dans la détermination des politiques du pays »⁷ (Bakhash 2003, 110). L'élection de 1997 signifie alors un « non » au pouvoir en place (Salimi 2005, 47 : entrevue avec Mohammad Reza Khatami) et aux candidats qui ont son appui. La lassitude de la population face aux personnalités au pouvoir et à leur politique expliquerait le retournement de la situation dans ces élections. Cet argument sous-entend que le mouvement réformateur s'est trouvé à la tête du pouvoir exécutif presque par hasard et qu'un

⁷ Sauf indication contraire, toutes les traductions de l'anglais et du persan sont de l'auteur.

autre parti ou candidat, pour autant qu'il ne représentât pas le régime au pouvoir depuis la Révolution, aurait eu autant de succès dans les élections.

L'analyse du comportement électoral en Iran ne semble être que le fruit de l'opinion ou du lieu commun. Les tendances du vote sont souvent interprétées à l'aide des exemples anecdotiques observés et non validés (Abdo 1999-b ; Salimi 2005, entrevue avec Sazegara 167 ; Boroumand et Boroumand 2003). Les femmes et les jeunes seraient plus susceptibles de voter pour les réformateurs, car ces derniers manifesteraient plus d'ouverture d'esprit sur les questions des droits des femmes ou de la liberté d'expression. Cette explication tient pour acquies une certitude que ce mémoire remet en question, à savoir que l'électorat iranien vote selon l'idéologie des partis.

H. Salimi (Salimi 2005) a rassemblé une série d'entretiens avec les personnalités les plus influentes de ce mouvement, au cours desquels elles analysent l'état du pays et l'avenir du mouvement réformateur. Notons que ce livre, nous permettant d'entendre le point de vue des dirigeants du mouvement réformateur sur les raisons de leurs succès et échecs, a été publié à la veille des élections présidentielles de 2005 qui portèrent Ahmadinejad au pouvoir. Ces personnalités politiques réformatrices, qui ont toutes vu naître la République islamique et qui ont été étroitement liées au gouvernement, se réclament des idéaux de la Révolution : l'indépendance, la liberté, la République islamique⁸. Il est intéressant de noter que les réformistes croient fermement en la possibilité d'être

⁸ Ces personnalités sont des ministres, des porte-parole, des députés et des administrateurs réformistes qui sont ou ont été au pouvoir pendant le mandat présidentiel de Khatami. Parmi elles, on retrouve Mohamas-reza Khatami, le frère de Khatami et ancien chef du Parlement ; Mostafa Taj-zadeh, conseiller de Khatami et ancien vice-ministre de l'Intérieur ; Abbas Abdi, un des étudiants qui ont participé à la prise de l'ambassade des États-Unis en 1979, des journalistes du seul journal réformateur publié avant Khatami et dont un des articles, mettant en cause la véracité des affirmations des pouvoirs judiciaires sur le suicide en prison d'un terroriste islamiste avant son procès, a mené à la fermeture dudit journal ; Mohsen Kadivat, professeur et chercheur proche de Montazeri, qui a été le premier opposant officiel du gouvernement au pouvoir avant même la fin de la guerre et la mort de Khomeyni et qui vit en résidence surveillée depuis lors ; Mostafa Moeen, ancien ministre de l'Éducation supérieure et candidat des réformateurs lors des élections présidentielles de 2004 ; ou encore Saeed Hajjarian, que l'on nomme le cerveau et le théoricien de la réforme, qui a également été présent au moment de la prise de l'ambassade américaine en 1979 et qui a travaillé dans les services d'information et a été vice-ministre des Affaires politiques dans les années 1980. À la fin des années 1980, il a quitté le

élus et qu'aucun d'entre eux n'envisage de perdre le pouvoir. L'économie est inexistante dans leurs discours, et les barrières à traverser ne sont érigées que par le mouvement conservateur. Que la population ait besoin d'être convaincue n'entre pas en ligne de compte. Ils se comportent comme s'ils appartenaient à un parti politique en campagne électorale et porte-parole de l'ensemble de la population. Si une partie d'entre eux juge qu'il faut réinventer les instances réformatrices (Salimi 2005, entrevue avec Abtahi, Khaniki et Moeen), une majorité d'entre eux pense que les slogans de 2 *kbordād* ne sont pas dépassés, mais qu'un grand nombre de réformateurs ne sont plus, à la lumière des maigres résultats obtenus, respectés par la population⁹.

L'établissement de la démocratie en Iran doit surmonter des obstacles. Le Moyen-Orient est une des régions du monde où les États démocratiques sont les plus rares. Le retard des pays de la région à se démocratiser est encore plus visible après la vague de démocratisation dans les nouveaux pays indépendants à la suite de la chute de l'URSS. L'absence de la démocratisation au Moyen-Orient est un sujet amplement traité dans la littérature. Elle est attribuée à des facteurs différents tels : une société civile peu ou pas développée, une économie gouvernementale, l'oppression de l'État, la pauvreté, l'illettrisme ou les inégalités qui font en sorte que la démocratie n'est pas la priorité dans l'esprit de la population, l'influence étrangère, la distance géographique entre les pays de la région et les exemples de démocraties réussies, et la culture, spécifiquement religieuse (Bellin 2004, Schnabel 2003, Abrahamian 2009).

Les efforts de démocratisation en Iran ont commencé dès la révolution constitutionnelle de 1905, qui a donné naissance au premier Parlement sous une monarchie (Bashirieh 2003). Khosrokhavar

gouvernement pour fonder l'Institut des études stratégiques associé à la présidence. Il a été victime en 2000 d'un attentat terroriste, qui l'a laissé paralysé, quand il était membre du conseil municipal de la ville de Téhéran.

⁹ Le 2 *kbordād* est la date (dans le calendrier persan) de la première élection de Khatami en 1997 à la présidence et aujourd'hui un des noms donnés au mouvement réformateur.

(2004) reconnaît l'apparition, à cette époque, d'une nouvelle génération d'intellectuels qui, pour la première fois, n'est pas liée à des instances religieuses et qui a souvent fréquenté les universités européennes. Cette génération se fait connaître en défendant la liberté, un système politique responsable et un système judiciaire autonome. Dans les années qui suivent, ces intellectuels remplacent le clergé dans l'espace public et, par la suite, beaucoup d'entre eux adoptent des positions marxistes. Après la Révolution islamique de 1978, la « république islamique » est choisie par voie référendaire comme système de gouvernance. Les leaders de la Révolution islamique et ses fondateurs ont toujours insisté sur l'aspect démocratique du régime, fondé sur le respect de la volonté du peuple. L'islam, religion d'État, fait cependant partie intégrante de tous les niveaux du gouvernement. La Constitution iranienne, par exemple, est basée sur les lois islamiques, particulièrement en ce qui concerne les lois sur la famille et le code pénal, ce qui les rend difficiles à changer par le Parlement. Pour vaincre ces obstacles par des moyens pacifiques, les réformateurs espèrent pouvoir négocier des réformes lentes avec l'establishment (De Bellaigue 2001). Comptant sur le soutien de la population à leurs programmes, les réformateurs évoquent « la négociation par le haut et la pression populaire par le bas » comme étant le moyen privilégié pour introduire des réformes démocratiques (Salimi 2005, 53 : entrevue avec Mohammad Reza Khatami). Le mouvement réformateur, selon Ganji, n'accepte aucun mode de démocratisation qui pourrait engendrer la violence. D'après lui, les changements radicaux comme ceux qui se produisent dans une révolution sont limités à des domaines physiques et matériels. Les réformes lentes sont donc les seules qui garantissent des changements psychologiques et culturels, par nature lents et graduels (Ganji 2008, 26 ; Hajjarian 2000).

Ce qui nous intéresse dans ce mémoire n'est pas d'évaluer le niveau de la démocratisation en Iran. Si nous parlons de la démocratie, c'est pour montrer le contexte dans le quel notre étude va se réaliser.

L'étude du comportement électoral en Iran est intéressante dans la mesure où le processus de démocratisation semble passer inévitablement par les réformes effectuées dans les institutions gouvernementales. Ces efforts s'expriment par des luttes internes dans les hautes sphères du gouvernement, les élections ont donc un rôle primordial à jouer dans le choix des acteurs. Nous insistons sur l'importance des élections, car si la démocratie, faute d'autres options viables, doit être atteinte graduellement et en utilisant les opportunités dans le régime actuel, elle est donc forcément liée aux élections. « Pour l'élite politique qui n'est pas en contrôle du pouvoir, la mobilisation des nouveaux groupes à participer dans la politique est un moyen effectif, mais pas simple, de déranger le *statu quo*, de changer la balance des forces politiques, de déplacer l'élite sortante et de s'assurer une place ou même le contrôle du gouvernement » (Huntington et Nelson 1976, 162). L'attitude des électeurs envers la démocratie est un sujet qui est mentionné dans la littérature concernant les transitions démocratiques ou la consolidation de la démocratie dans les pays nouvellement démocratiques. Tessler et Gao (2008) mentionnent de nombreuses recherches qui s'intéressent à des attitudes des électeurs (comme l'intérêt politique, la tolérance, l'évaluation du niveau de la liberté, le soutien à la désobéissance civile, etc.) et leur impact sur la participation politique des citoyens. Nous concentrons notre recherche spécifiquement sur le rôle et sur l'influence de ces attitudes dans le geste de voter, comme la forme la plus évidente d'action politique. Tenant compte des spécificités et des réalités du terrain et des limites liées à ces facteurs, nous allons choisir les attitudes suivantes pour notre analyse : le soutien à la démocratie, le soutien aux droits des femmes, le niveau de la religiosité et la position par rapport à l'économie sur une échelle gauche-droite. Nous allons donc analyser la relation entre ces attitudes et le choix électoral des citoyens le jour du scrutin.

En utilisant les données du sondage du *World Values Survey*, nous allons déterminer si le vote pour le mouvement réformateur en Iran est vraiment un vote pour les valeurs démocratiques. D'abord, nous

allons préciser, en nous basant sur la littérature portant sur le comportement électoral, comment et pourquoi le vote des électeurs peut être lié ou non à leurs attitudes envers la démocratie et quels sont les déterminants du vote au Moyen-Orient en général. Nous allons également fournir certaines informations utiles à propos du système électoral iranien et du mouvement réformateur.

Dans la deuxième partie de ce mémoire, nous allons tracer un portrait de l'électorat iranien pour clarifier, à l'aide des résultats du sondage, si les spéculations sur le comportement électoral relié à l'âge ou au sexe des électeurs sont appuyées par des données statistiques. Puis, nous nous attarderons sur les attitudes des électeurs par rapport à certains sujets clés comme la démocratie, la privatisation économique ou les droits des femmes, et nous vérifierons s'il y a une relation entre les opinions sur ces enjeux et le comportement électoral.

Chapitre Deux – Revue de la littérature

Culture plays a crucial role in democracy...its survival depends on the values and beliefs of ordinary citizens (Inglehart 2000, p.96).

La littérature sur le comportement électoral et le vote n'est pas unanime dans sa compréhension de ce qui motive les électeurs à voter pour un parti ou un candidat. Ces études font souvent référence à deux visions en ce qui concerne les déterminants du vote. Des facteurs comme les caractéristiques sociodémographiques, la classe ou la loyauté partisane font partie d'une vision sociale, tandis que les enjeux ou la situation économique aident un électeur rationnel à faire son choix dans une perspective individuelle.

Des facteurs sociodémographiques comme l'âge, le sexe, la religion, le niveau d'éducation, le degré d'urbanisme ou l'ethnicité sont reconnus comme ayant un impact sur le vote des électeurs. (Landau 1980 ; Niemi et Weisberg 1993, 2001; Inglehart et Norris 2000; Delli Carpini et Keeter 1996; Cutler. 2002; Strudel 2007; Achterberg et Houtman 2006). Downs (1957) offre une théorie économique à propos des choix électoraux d'après laquelle l'électeur rationnel vote pour le parti le plus apte à

défendre son intérêt tout en essayant de minimiser ses efforts pour faire son choix. Une autre explication repose sur l'identification partisane des électeurs avec un des partis (Campbell *et al.* 1960). Selon cette théorie, les citoyens sont loyaux envers un parti politique et votent pour ce parti de manière quasi constante. Les enjeux et les positions des partis et des candidats et les situations contextuelles mêmes des enjeux sont multiples et parfois compliqués (Key 1961) et le sentiment d'appartenance partisan est de plus en plus volatil (Clarke *et al.* 2004, 6). Dans de telles conjonctures, le modèle du vote économique estime que les électeurs soutiennent le parti sortant ou le parti d'opposition en évaluant la situation économique du pays au moment des élections. L'économie devient ainsi le seul enjeu sur lequel les partis et les candidats sont jugés. Cette évaluation peut être rétrospective ou prospective : se baser sur la performance passée des partis et des candidats ou sur leurs promesses et programmes pour l'avenir. Elle peut également se nourrir de la perception qu'ont les électeurs de leur situation économique personnelle ou de la situation économique du pays en général (*ergotropique* ou *sociotropique*).

Étant donné notre problématique de recherche qui se concentre sur l'attitude des électeurs iraniens envers la démocratie comme déterminant du vote, nous allons nous intéresser à deux types de questions dans la littérature. En premier lieu, nous mentionnerons les études qui partagent notre intérêt à mesurer l'impact du soutien à la démocratie sur le comportement électoral. Dans un deuxième temps, nous précisons quels sont les déterminants du vote les plus effectifs ou mentionnés au Moyen-Orient.

1. « Attitude envers la démocratie »

en tant que déterminant du vote

L'effet du soutien à la démocratie sur le choix électoral est une question rarement posée dans la littérature, même si l'attitude des citoyens envers la démocratie a largement intéressé les chercheurs. Cette question est abordée principalement de deux manières différentes.

Dans une grande partie de la littérature s'intéressant à l'attitude des citoyens envers la démocratie, cette dernière est étudiée en tant que variable dépendante. Dans cette optique, l'influence de phénomènes divers sur l'opinion qu'ont les électeurs de la démocratie est analysée. Dans les pays en voie de démocratisation, l'attitude et le comportement des partis ou des candidats élus, dans les premières élections démocratiques peuvent avoir un impact positif ou négatif sur le soutien de la population, car ils peuvent influencer leur confiance dans un système démocratique (Ai Camp 2004). Rose (1998) étudie et compare la relation entre la confession religieuse (musulmane ou chrétienne orthodoxe) et l'attitude envers la démocratie au Kazakhstan et au Kirghizistan. Selon ses résultats, la religion et l'ethnicité ont moins d'importance dans la détermination des attitudes envers la démocratie que les facteurs comme l'éducation ou le revenu. D'autres chercheurs se penchent sur l'impact des facteurs sociaux (Tessler et Altinoglu 2004), des facteurs institutionnels (Bowler et Donovan 2002) ou de l'évaluation économique (Dalton 1994, Chu 2008) sur l'attitude des électeurs envers la démocratie.

Dans ce cas, l'attitude des citoyens envers la démocratie est étudiée en tant que résultat de leurs expériences politiques. Nous n'allons pas nous attarder sur ces recherches, car ce qui nous intéresse dans ce mémoire n'est pas de savoir comment l'attitude envers la démocratie se forme, mais plutôt comment cette attitude, à sa manière, détermine le choix électoral.

Une autre partie de la littérature se penche sur l'importance de l'attitude envers la démocratie dans la transition ou la consolidation démocratique. Dans des études comparées (Dalton 1994) ou locales (Klingemann 2006), l'importance des attitudes positives envers la démocratie en tant que composante majeure de la culture politique ou prérequis pour la transition ou la consolidation démocratique est soulevée. Le processus de la démocratisation, lent et complexe, est souvent considéré comme une entité fermée par les chercheurs. Le soutien de la population aux systèmes démocratiques accélère ce processus, mais la qualité et les manifestations de cet appui sont rarement étudiées. « Les attitudes et les comportements des citoyens sont des facteurs primordiaux dans l'avenir des processus de démocratisation, dans les pays industrialisés ou dans les pays nouvellement démocratiques » (Dalton 2000).

Notre problématique s'inscrit dans cette deuxième lignée de recherche. Ce qui nous intéresse pourtant n'est pas de faire ressortir l'importance relative des attitudes envers la démocratie dans le processus de démocratisation. Voter est l'acte premier et direct à travers lequel l'électorat peut influencer le processus politique. Nous cherchons à déterminer l'effet direct et concret de l'attitude des électeurs envers la démocratie sur leur comportement électoral. Nous nous demandons comment ces attitudes se traduisent en votes le jour du scrutin. Cette optique nous aidera à mieux comprendre le comportement électoral des Iraniens. Elle contribuera également à apporter des éléments de réponses à la question posée par Norris et Mattes (2003), à savoir quels facteurs autres que ceux relevés dans les modèles connus, influencent le vote ou le soutien partisan dans les sociétés non occidentales.

Cette question n'est soulevée qu'à quelques reprises dans la littérature. Colton et McFaul (2003) mentionnent l'attitude envers la démocratie, parmi les attitudes populaires qui peuvent avoir un impact sur le soutien de l'électorat d'un candidat, sans s'attarder sur la question.

García-Rivero et Kotzé (2007) examinent le vote pour des partis islamistes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et cherchent à savoir s'il est signifié que les électeurs de ces partis ont une attitude négative envers les systèmes démocratiques. Afin d'expliquer le soutien aux partis islamistes, ils vérifient la relation entre les dispositions non démocratiques des électeurs de quatre pays de cette région (Algérie, Jordanie, Maroc et Turquie) et leur soutien aux partis islamistes¹⁰. Les auteurs repèrent dans chaque pays le parti islamiste parmi les partis légaux et utilisent les données de sondages sur l'attitude des répondants envers la démocratie pour analyser le lien entre cette attitude et leur intention de vote ou leur soutien au parti islamiste (variable dépendante). Ils définissent un choix électoral binaire qui consiste à voter pour le parti islamiste identifié ou ne pas voter pour ce parti (tout autre choix). Les auteurs soutiennent que le vote pour les partis islamistes ne peut pas être attribué à une attitude négative envers la démocratie. Ils observent que la demande pour un rôle plus important de la religion dans les affaires de l'État et le manque de confiance dans les institutions étatiques pourraient expliquer le soutien aux partis islamistes. L'argument serait que le soutien aux partis islamistes résulterait du « rejet des appareils étatiques répressifs dans ces pays ».

Dans le cas du Maroc, la volonté d'incorporer les dirigeants religieux dans les institutions étatiques semble être la seule force qui attire un soutien au parti islamiste (JDP) et l'attitude envers la démocratie ne semble avoir aucune influence sensible¹¹. Dans le cas de l'Algérie, les résultats sont moins éloquentes au premier regard, mais ils conduisent les auteurs à la conclusion que la demande d'une influence religieuse accrue dans le gouvernement découle du rejet des institutions étatiques et d'une plus grande confiance dans les institutions religieuses et c'est cette demande qui augmente la popularité du parti islamiste. Aucun autre facteur ne paraît avoir de l'impact sur le soutien des

¹⁰ Dans ce groupe de pays étudiés, l'Algérie, le Maroc et la Jordanie sont des pays arabes, et le Maroc et la Jordanie sont des monarchies.

¹¹ JDP : Parti de la justice et du développement.

électeurs au parti islamiste (HMS)¹². Pareillement, en Jordanie et en Turquie, le seul facteur qui semble influencer le soutien aux partis islamistes (respectivement FIA et parti Fazilet) correspond à la volonté des électeurs d'avoir « plus de gens avec de solides croyances religieuses au pouvoir »¹³.

Les auteurs résument leurs résultats en deux conclusions : la première estime que le soutien aux partis islamistes n'est pas lié au rejet d'une forme démocratique de gouvernement. Les auteurs montrent, au contraire, que dans le cas de la Jordanie, ce soutien est lié à la revendication des répondants d'avoir plus de démocratie. La deuxième conclusion révèle que ce soutien repose apparemment sur la volonté d'une part de la population d'assurer une plus grande présence à la religion dans l'État et, en parallèle sur la méfiance envers les institutions étatiques actuelles.

Lu (2007) étudie la classe moyenne chinoise et ses attitudes et comportements envers la démocratie. Il avance l'hypothèse que la classe moyenne chinoise a des attitudes plus positives envers la démocratie, ce qui influence son comportement et sa participation politiques. Ses hypothèses sont soutenues par les résultats de son analyse et il conclut que la classe moyenne chinoise est en effet plus susceptible d'avoir des attitudes positives envers la démocratie et d'agir en conséquence. Pour procéder à cette analyse, Lu étudie la classe moyenne en Chine en fonction de deux catégories : les personnes actives dans le secteur public et celles actives dans le secteur privé. Il mesure l'attitude des citoyens envers la démocratie en se basant sur leur soutien à des élections compétitives, à la protection de droits égaux pour tous (égalité judiciaire) et à la souveraineté de la volonté populaire¹⁴. Il observe une différence dans les attitudes des deux catégories qu'il a isolées et remarque que les personnes actives dans le secteur privé ont une attitude plus positive envers la démocratie. Lu

¹² HMS : Mouvement de la société pour la paix.

¹³ FIA : Front islamique d'action. Et Fazilet : signifiant « Parti de la vertu ».

¹⁴ Il n'est pas garanti que les élections soient compétitives en Chine, c'est-à-dire qu'il est courant d'avoir autant de candidats que d'élus dans une circonscription.

cherche ensuite à détecter l'impact de ces attitudes sur le comportement politique des citoyens. Pour ce faire, il étudie deux types d'activités politiques qui explorent l'orientation comportementale politique de la classe moyenne : participation dans les organisations civiles et participation dans le système d'autogouvernance urbaine¹⁵. Le résultat de ses analyses montre que la catégorie de la classe moyenne qui travaille dans le secteur privé et qui a une attitude plus positive envers la démocratie, est plus active dans les organisations civiles privées, tandis que celle qui est active dans le secteur public a plus tendance à participer aux organisations civiles gérées par l'État. Pareillement, il a observé une différence dans l'implication de ces deux catégories dans le système d'autogouvernance urbaine. Les personnes qui travaillent dans le secteur privé ont une évaluation plus négative de la manière dont les systèmes d'autogouvernance sont gérés, elles soutiennent la tenue d'élections directes pour désigner les leaders de ces programmes et y participent moins. Selon Lu, la classe moyenne qui travaille dans le secteur privé est plus démocrate ; alors elle a une évaluation négative du système implanté d'autogouvernance urbaine, et c'est pourquoi elle y participe moins. L'inverse de ces relations est observé pour la catégorie qui travaille dans le service public. Les résultats de ses recherches montrent l'effet des attitudes (positives ou négatives) sur l'orientation des comportements politiques des citoyens. Lu estime qu'avec l'expansion de la classe moyenne travaillant dans le secteur privé, son rôle deviendra plus important sur la scène politique chinoise, et leur comportement sera donc un facteur décisif pour l'avenir politique chinois.

Ai Camp (2004) étudie la relation entre l'attitude des électeurs envers la démocratie et leur comportement électoral aux élections de 2000 au Mexique, qui opposaient Fox à Labatista. Fox, représentant l'opposition, a gagné les élections dans un Mexique qui était en train de s'améliorer

¹⁵ Système développé par le gouvernement chinois pour donner de l'autonomie à la gestion des communautés urbaines.

économiquement. Ce point est à soulever car, jusqu'à l'an 2000, la variable la plus influente dans la détermination du résultat des élections au Mexique était l'état de l'économie et l'évaluation faite par les électeurs de leur propre situation économique (p. 29). Utilisant les données de sondages, Ai Camp analyse les raisons que les électeurs invoquent pour voter. Il enregistre la volonté de changement comme étant le motif de 43 % des électeurs. Parmi les électeurs de Fox, cette proportion est de 66 %. Son étude a pour but de décrire les attitudes appropriées et parfois contradictoires envers la démocratie et d'évaluer leur impact sur la victoire de Fox en 2000 et sur la participation politique future en général (p. 25 et 26). L'auteur lie l'insatisfaction des électeurs à l'égard de la situation de la démocratie au Mexique (entre 62 % et 72 % en 2000 chez les plus éduqués) à leur vote massif pour le changement (p. 38). Ce n'est pas une surprise pour Ai Camp que les partisans du PAN et du PRD manifestent une plus forte préférence pour un système démocratique plutôt que pour un système autoritaire¹⁶. Dans le sondage qu'utilise Ai Camp, une question porte sur la démocratie : « Est-ce que le Mexique est une démocratie ? » Ai Camp remarque que ceux qui répondent « non » à cette question ont voté pour Fox. Et que les électeurs qui avaient l'intention de voter pour Labatista considéraient que le Mexique était une démocratie. Ai Camp conclut en faveur d'une relation entre l'attitude envers la démocratie et le vote dans le cas des élections mexicaines de 2000 qu'il analyse en mesurant la volonté de changement. Mais il constate également une relation entre le système électoral et l'attitude des électeurs envers la démocratie.

Pour Ai Camp, le lien entre « le vote pour le changement » et « l'insatisfaction à l'égard de la situation démocratique » est évident. Il ne cherche pas à prouver cette relation et l'utilise de fait afin d'argumenter en faveur de son hypothèse. Nous considérons que cette relation aurait besoin d'être

¹⁶ PAN : Partido Acción Nacional. Et PRD : Partido de la Revolución Democrática.

établie plus clairement pour nous assurer que les répondants ont la même conception des mots et des causes et des effets que le chercheur.

Dans une étude sur les élections locales en Chine, Shi (1999) étudie le comportement électoral des citoyens en fonction du type d'élections tenues dans leur localité. À la suite du changement de la loi électorale, tous les députés des congrès du peuple au niveau des comtés sont maintenant élus directement par les électeurs. Le nombre de candidats dans chaque circonscription administrative doit être de 1,5 à 2 fois plus élevé que le nombre de députés, contrairement à la réglementation ancienne où le nombre de candidats était égal au nombre de députés. Et enfin, les citoyens ont le droit de désigner des candidats pour les postes de députés (p. 1118). Avec ces changements, les élections plébiscitaires sont devenues des élections semi-compétitives. Shi s'interroge alors sur l'effet de ces changements sur le comportement électoral des citoyens et, pour trouver des réponses, il compare les attitudes et le comportement des unités électorales qui ont, selon leur propre évaluation, tenu des élections compétitives ou plébiscitaires. Il relève que les électeurs les plus sophistiqués et éduqués votent davantage lors des élections semi-compétitives, mais s'abstiennent dans les élections plébiscitaires. Shi affirme que ces électeurs essaient de manifester leur mécontentement en faisant entendre leur voix. Dans les élections plébiscitaires, ils n'ont d'autre choix que de s'abstenir, car l'abstention est leur seul moyen d'indiquer leur position. Dans les élections semi-compétitives, les électeurs ont le pouvoir non pas d'influencer les politiques et décisions gouvernementales, mais au moins de punir les candidats sortants du régime et ils profitent de cette occasion pour faire valoir leur point de vue. Shi continue sa recherche en se penchant sur les caractéristiques de ces électeurs qui s'abstiennent lors des élections plébiscitaires et qui participent dans les élections semi-compétitives. Il étudie leurs traits sociodémographiques, leur intérêt pour la politique et également leur niveau de soutien à la démocratie. Pour mesurer le niveau des attitudes positives des électeurs

envers la démocratie, le sondage contient les trois questions suivantes : « Est-ce que vous pensez que la Chine a besoin de plus de démocratie aujourd'hui ? » ; « Est-ce que vous pensez qu'élargir le spectre de la démocratie en Chine va avoir une influence négative sur la stabilité ? » et « Est-ce que vous considérez que la démocratie est dépendante du leadership du Parti communiste ? » L'hypothèse de l'auteur est appuyée par les résultats qu'il présente. Les citoyens ayant une plus forte orientation démocratique ont voté dans les élections semi-compétitives et se sont abstenus dans les élections sans choix. L'étude de Shi montre ainsi l'impact des attitudes pro-démocratie sur le comportement électoral.

2. Les études concernant des élections au Moyen-Orient

Nous allons à présent passer en revue les études concernant les élections au Moyen-Orient et les déterminants du vote mentionnés dans cette littérature.

L'étude des élections au Moyen-Orient se penche sur des sujets divers tels que l'importance des élections au niveau institutionnel et personnel (Ono 2005, Layne 1994, Komano 2005, Al-Khuthaila 2005, Ghufran 2006, Landau et al. 1980, Hamdy 2004, Huntington et Nelson 1976, Layne 1994), le choix d'un système électoral approprié (Dawisha et Diamond 2006, Day 2006, El-Ghobashi 2006, Reynolds 2006, Lust Okar 2006, Mufti 1999), l'impact de ces modalités sur les résultats des élections (Lust Okar 2006, Barwig 2009, Gavrielides 1985, Robinson 1998) et les déterminants du vote.

— Les déterminants du vote

Les électeurs des pays de la région du Moyen-Orient sont influencés par les mêmes types de facteurs que la littérature sur le comportement électoral a relevés dans le cas des pays occidentaux. L'importance relative de ces facteurs paraît pourtant suivre un schéma différent (Landau 1980). La religion, la religiosité et l'ethnicité sont des éléments plus souvent mentionnés dans les élections au

Moyen-Orient. Certains enjeux locaux, souvent liés aux guerres et aux actions terroristes ou violentes, peuvent prendre le dessus sur d'autres facteurs dans une élection particulière (Ajami 2005). L'appartenance partisane ou la position des candidats sur différentes politiques (*policy making*) semblent moins pertinentes dans les élections des pays de la région. Il existe en revanche des facteurs, comme le pouvoir de négociation des candidats avec le régime, qui ne sont mentionnés que dans le cas des pays du Moyen-Orient ou d'autres pays qui seraient en transition vers la démocratie dans un processus de réforme lente. Nous allons survoler ici ces facteurs qui influencent le vote des électeurs au Moyen-Orient.

I. Enjeux, politiques et idéologie

Tout d'abord, nous allons nous intéresser à la question des enjeux, des politiques (*policy*) et de l'idéologie. Logiquement, les enjeux ethniques et religieux et les idéologies religieuses devraient faire partie de cette analyse, mais étant donné l'importance unique de ces questions sur la scène politique au Moyen-Orient, nous y reviendrons plus tard.

Deux positions opposées s'affrontent dans les débats concernant les enjeux dans les élections au Moyen-Orient. Une première soutient que les enjeux n'ont pas d'impact dans les élections. Le scrutin de janvier 2005 en Irak tenu pour élire l'Assemblée Constituante est, selon Ono, une élection « libre de débats sur les stratégies politiques ou l'idéologie des candidats » (Ono 2005). Pour Lust Okar, en Jordanie, une plateforme électorale claire et la mise en avant des propositions politiques concrètes seraient quasiment « nuisibles » aux candidats (Lust Okar 2006, 461). Le succès des candidats à réaliser leurs promesses ne dépend pas seulement de leur capacité à livrer la marchandise (Haggard et Kaufman 1997). Dans les autocraties électorales, les réformes démocratiques dépendent alors de l'accès des partis d'oppositions aux ressources gouvernementales et de leur pouvoir d'en négocier l'obtention (Rustow 1970). Dans de telles circonstances, il est important que les candidats

aient le pouvoir et les relations nécessaires pour négocier les réformes auxquelles ils aspirent. En Jordanie, les électeurs votent pour les candidats qui peuvent le mieux jouer le rôle d'agents de liaison entre la population et le gouvernement. Ils seraient prêts à voter pour des raisons idéologiques, « mais leur priorité n'est pas le choix des politiques (*policy making*), mais l'accès aux ressources » (Lust Okar 2006, 460).

Une deuxième position, au contraire, observe et reconnaît que les positions des partis sur les différents enjeux électoraux des pays de la région exercent une influence. Les tendances idéologiques des candidats étaient de toute évidence, selon Robinson (1998), connues des électeurs et souvent rendues publiques par les candidats eux-mêmes, lors des élections parlementaires de 1989 en Jordanie. Nous allons illustrer par un exemple, chacune de ces deux positions qui cherchent à faire prévaloir respectivement l'importance des enjeux et des communautés ethnosectaires dans les élections de la région¹⁷.

Lors des élections de 1984 en Jordanie, les candidats islamistes ont pris position contre Israël et l'occupation du Liban. Ils ont traité cette question comme étant une menace pour la Jordanie, une vision qui correspondait aux préoccupations de la population à ce sujet. Les partis nationalistes, jusque-là populaires, n'ont pas su se positionner par rapport à cet enjeu. Selon Layne, c'est ce positionnement qui a conduit les partis islamistes à remporter les élections et non pas leur tendance religieuse (Layne 1987, 125). Lors des élections parlementaires de 1993 en Jordanie, l'enjeu palestinien est toujours présent : dans les circonscriptions peuplées de Palestiniens, les candidats de l'IAF remportent la majorité des votes¹⁸. Pour Robinson, il est clairement ici question de la capacité

¹⁷ « Les communautés ethnosectaires », dans ce texte, font référence aux divisions entre les ethnies et les différentes branches d'une religion.

¹⁸ IAF : Front Islamique d'Action.

organisationnelle des partis musulmans et d'enjeux et d'intérêts régionaux et non d'enjeux ethniques (Robnison 1998, 399-401).

D'autres chercheurs, en revanche, font ressortir les motivations sectaires et ethniques en tant que déterminant du vote. Ono (2005) étudie le vote pour le parti de l'Union du Peuple, créé autour de l'ancien Parti communiste dans les différentes régions d'Irak. Dans le passé, ce parti idéologique bénéficiait du soutien des Kurdes et des chiïtes. Lors des élections de 2005, les sunnites ont largement boycotté le scrutin et ont donc agi solidairement. Les chiïtes ont soutenu ce parti, mais également d'autres partis chiïtes. Ils constituent le groupe dont le vote est le plus dispersé et, selon Ono, les plus portés à préférer les enjeux idéologiques à des considérations ethnicosectaires. La montée du nationalisme kurde expliquerait, selon lui, le faible résultat du parti de l'Union du Peuple dans ces régions où l'enjeu national a pris le dessus sur les enjeux idéologiques (Ono 2005).

II. L'identification partisane

La question des partis politiques dans les pays du Moyen-Orient est souvent abordée dans la littérature. L'activité libre des partis politiques donne aux islamistes l'occasion de participer ouvertement aux élections et présente donc la possibilité de gouvernements islamistes démocratiquement élus. Pour certains, « la promotion des élections démocratiques au Moyen-Orient est donc contradictoire, car les fondamentalistes radicaux musulmans qui ont les plus grandes possibilités de parvenir au pouvoir, n'ont aucun engagement envers la démocratie » (Miller 1993). L'importance des partis politiques dans les pays du Moyen-Orient n'est pas comparable à celle des partis dans les pays démocratiques. L'identification partisane n'est pas vraiment un déterminant du vote. Lust Okar soutient que le vote des Jordaniens ne va pas aux partis politiques et que les candidats indépendants ont plus de possibilités d'être élus (Lust Okar 2006, 461). En 1989, lors des élections parlementaires de la Jordanie, les partis politiques étaient encore illégaux et, en 1993, moins

de 19 % des candidats représentaient un parti politique (Robinson 1998). D'autre part, toujours en Jordanie en 1997, les partis politiques, souvent issus des milieux urbains, ont boycotté les élections, car ils considéraient que le système électoral favorisait injustement les tribus bédouines. Un faible taux de participation a résulté en un Parlement tribal et non représentatif (Robinson 1998), ce qui prouve qu'au moins dans les milieux urbains, les partis politiques détiennent assez de pouvoir pour influencer le comportement électoral des citoyens. L'impact des partis politiques en tant qu'institutions reste alors un sujet de débat. Dans cette conjoncture, la situation des partis islamistes est intéressante. Ces derniers peuvent influencer le vote des électeurs de par les facteurs qui aident les autres partis politiques à attirer des votes, mais aussi du fait de leur représentation de la religion. Nous allons voir l'impact des clivages religieux et ethniques sur le vote, mais à part les rivalités entre les courants religieux, la religiosité ou le fondamentalisme musulman sont aussi considérés comme des éléments importants dans les élections de la région (Layne 1987, 11). Nous ne voulons pas entrer dans le débat à propos des raisons et des sources de l'importance de ce fondamentalisme, mais il est intéressant de voir que les candidats de ces partis islamistes en Jordanie, selon Robinson, sont « perçus comme pieux, altruistes et incorruptibles ». Ces qualités, face à la « réputation perverse des politiciens jordaniens d'être corrompus et calculateurs », jouent en leur faveur. Les candidats islamistes « ont misé sur cette distinction en se présentant sous le drapeau de l'islam ». Lors des élections de 1989 et 1993, les électeurs jordaniens étaient donc « implicitement invités à choisir entre le religieux et le non religieux » même si, d'après la loi, tous les candidats doivent être musulmans (Robinson 1998). Au Maroc, les partis islamistes agissent en opposition ou en collaboration avec l'État qui, dans la personne du roi, est le commandeur des croyants (*commander of the faith*). Lors des élections de 2003, les partis islamistes gagnants sont ceux qui affirment leur allégeance au roi (Kalpakian 2008, 132).

III. Économie

Un autre enjeu important dans les élections concerne la situation économique. Dans les États rentiers, « les crises économiques peuvent engendrer des ouvertures démocratiques » (Robinson 1998). Les gouvernements, affaiblis par les crises, « deviennent plus dépendants des taxes de leurs citoyens et se voient contraints de donner plus de voix à la population dans le processus de la prise de décision » (Robinson 1998), ce qui mène à la tenue d'élections, comme en Jordanie où un scrutin parlementaire a eu lieu en 1989 après plus de 20 ans ; même si, selon Robinson (1998), les manifestations ayant conduit à des élections étaient principalement « motivées par la hausse des prix et non pas par la revendication du droit de vote ». Les conditions économiques influent également sur le pouvoir de négociation et les intérêts des candidats sortants et des candidats de l'opposition (Haggard et Kaufman 1997).

Le vote économique, dans sa définition classique — un vote de soutien au parti sortant dans une situation économique favorable et un vote pour l'opposition dans des conditions économiques défavorables —, est un sujet d'étude moins répandu dans les pays du Moyen-Orient, sauf en Turquie où les études électorales plus « classiques » reposant sur les sondages d'opinion et l'analyse du résultat des élections sont plus courantes (Baslevant 2005, Akarca et Tansel 2006, 2007, Secor 2001).

IV. Appartenance communautaire

La religion et l'ethnicité constituent les clivages les plus fréquemment cités dans les études consacrées aux élections dans la région. Les frontières ethniques et sectaires semblent si profondes que la composition ethnique diversifiée de l'Afghanistan paraît compliquer la réalisation de la démocratie et même l'édification de la nation (*nation building*) (Johnson 2006). La population est fragmentée selon des segmentations qui se calquent sur les clivages ethniques et religieux. Selon Johnson, les fragmentations ethniques et linguistiques sont en train de s'accroître en Afghanistan

(Johnson 2006). Ces divisions sont des facteurs très influents dans le paysage électoral des pays de Moyen-Orient (Polat 2009, Yaphé 2008, Barkey 2007, Saaloukh 2006, Carkoglu 2005, Gleave 2007). Dans un sondage réalisé en 2003 en Jordanie, « plus du tiers des électeurs affirment voter pour le candidat de leur tribu ou de leur famille, et 49 % des électeurs ont affirmé voter pour un candidat avec lequel ils avaient des liens personnels serrés » (Lust Okar 2006). Selon Ono, c'est en partie afin « d'éviter d'aviver les flammes des rivalités ethniques et sectaires » que les dictatures militaires comme celle de Saddam Hussein mettaient en avant des idéologies politiques ; « des idéologies telles que l'unité arabe ou un socialisme progressiste ». Les élections sous le régime de Saddam Hussein « traitaient, ironiquement, les électeurs comme des individus libres des valeurs traditionnelles de leurs tribus », tandis que les élections récentes en Irak ont permis aux tribus de rivaliser pour le pouvoir (Ono 2005). Ces clivages paraissent tellement immuables qu'ils sont apparents dans les lois électorales. C'est-à-dire que les candidats d'une confession ou d'un groupe ethnique particulier ont droit à un nombre précis de sièges au Parlement et que la religion des candidats admissibles à certains postes est prévue dans la loi (Robinson 1998, Saaloukh 2006, Mufti 1999). En Jordanie, par exemple, 68 sièges étaient réservés à des candidats arabes musulmans lors des élections de 1989 : 9 aux chrétiens, 2 aux circassiens et un siège disponible pour les candidats circassiens et chèches (Robinson 1998). En Iran, d'après la Constitution, les membres du Parlement doivent être musulmans et les autres confessions (juive, arménienne, assyrienne et zoroastrienne) disposent chacune d'un siège qui représente leur communauté. Le président ne peut être que chiite. Dans le cas de l'Afghanistan, l'Accord de Bonn, selon ses critiques, « codifiait *de facto* les relations de pouvoir et dédaignait la légitimité ou l'illégitimité de certains acteurs politiques ». En particulier, il donnait le contrôle des ministères clés « aux Tadjiks, surtout les Panjshiris, et à l'Alliance du Nord qui au moment de la conférence contrôlait Kaboul » (Johnson 2006).

Pour beaucoup de chercheurs, les enjeux se posent alors en termes de clivages religieux et ethniques. Anderson et Stansfield (2005) reconnaissent trois résultats possibles pour les élections en Irak : une victoire chiite, une victoire sunnite ou une victoire kurde. Ils se posent la question, dans chacun des cas, de l'avenir de l'Irak et analysent les avantages et les inconvénients d'un système fédéral basé sur les dix-huit provinces existantes ou sur cinq régions ethno-religieuses. Yaphe estime qu'en Irak, les partis politiques ont des « loyalistes tribaux, sectaires et ethniques ». Elle ne manque pourtant pas de préciser qu'avant l'intervention américaine, les mariages intercommunautaires et interreligieux étaient courants dans la société irakienne (Yaphe 2008, 405). L'étude de Dawisha et Diamond portant sur les élections de l'Assemblée nationale en Irak en 2005 montre que le comportement électoral des sunnites, des chiites et des Kurdes étaient différents les uns des autres, le premier élément de distinction étant l'abstention massive des sunnites (Dawisha et Diamond 2006; Ono 2005). Les résultats montrent clairement que les électeurs ont voté selon leurs identités ethniques et sectaires. « La quasi totalité des électeurs kurdes (plus de 95 %) ont voté pour l'Alliance kurde, environ 75 % des chiites ont voté pour l'Alliance d'Irak Uni, et 75 % des sunnites ont opté pour leur choix sectaire, qui était le boycott, ce qui a donné 17 % d'élus sunnites » (Dawisha et Diamond 2006, 94).

Johnson (2006) étudie le comportement électoral des Afghans lors des élections présidentielles de 2004. Les résultats montrent que les clivages ethniques sont au cœur de la politique afghane. Ils sont étudiés région par région pour permettre de comparer le vote des différentes communautés ethniques et linguistiques. L'analyse révèle qu'aucun candidat n'a obtenu de soutien marqué hors de sa communauté ethno-linguistique. L'analyse de Johnson fait également ressortir l'aversion des différentes communautés à voter hors de leur groupe. Les Tadjiks et les Pachtoune, les deux grandes communautés ethniques d'Afghanistan, non seulement votent pour le candidat de leur propre communauté, mais également contre le candidat du groupe rival. Et les partisans des talibans se

trouvent principalement parmi les Pachtoune. Les électeurs ne voteraient alors pas pour le compromis, mais pour l'ethnicité (Johnson 2006, 11-15).

Cette vision globale de communautés rivales est contestée par certains auteurs. Malgré les liens considérables entre les communautés sectaires et ethniques de la région, l'élément national reste fort et empêche que ces clivages dépassent les frontières. Pour Terhalle (2007), même si les populations chiïtes peuvent réagir différemment du reste de la population, l'idée d'un « croissant chiïte », paraît exagérée. Dans l'étude des élections de l'Assemblée nationale irakienne en 2005, Hartley présente une image quelque peu différente de celle « souvent observée et qui est dominée par des animosités sectaires et ethniques » (Hartley 2005). Dans ces élections, l'Alliance Unie de l'Irak, regroupant les partis chiïtes, a obtenu moins de votes que la proportion des chiïtes dans la population électorale. La part des sunnites au gouvernement, proportionnellement à la population sunnite, est de 42 sièges ; mais 49 sièges sont occupés par des élus sunnites. La différence est comblée par les candidats sunnites présents dans les listes électorales chiïtes ou kurdes. L'auteur constate également que les partis politiques cherchant à former des coalitions à l'Assemblée « ne se comportent plus en tant que partis sectaires et religieux, mais en tant que partis nationaux ». Pour l'auteur, c'est l'absence des organisations politiques qui a fait des identités ethniques et religieuses les seuls repères dans les élections. Ce qui serait essentiel pour l'avenir de l'Irak, ce ne sont pas les questions ethniques et sectaires, mais la façon « dont les Irakiens vont gérer l'évolution du processus électoral et la sécurité » (Hartley 2005). L'image que Hartley présente est certes encourageante pour l'avenir de l'Irak. Il faut pourtant mentionner que Hartley lui-même, continue à traiter les communautés sectaires et religieuses comme des protagonistes du jeu. Il juge que, pour mettre fin à la violence de manière définitive, il est nécessaire que « les leaders sunnites convainquent leur électorat qu'il aurait un meilleur avenir dans un Irak uni plutôt qu'en tant qu'entité séparée, et qu'ils parlent de

l'importance du compromis entre "les chiïtes, les sunnites et les Kurdes" au gouvernement » (Hartley 2005, 124). Et il conclut en affirmant qu'un affrontement va former l'avenir de l'Irak, celui qui va déterminer si les sunnites minoritaires vont perdre leur longue domination sur le pouvoir dans le nouvel État irakien (Hartley 2005, 125).

Malgré la forte influence des clivages communautaires « clairement identifiés » (Yaphe 2008), l'idéologie joue aussi un rôle important dans le choix électoral des citoyens. Lors des élections de 1985 au Koweït, les candidats élus représentent un équilibre entre trois catégories selon Gavrielides (1985) : les représentants des tribus, les candidats des partis libéraux et les candidats des partis islamistes. Les discriminations ethniques, religieuses et idéologiques coexistent dans la société, et aucun des facteurs ne prend le dessus. Lors des élections parlementaires de 1989 en Jordanie, les candidats islamistes, ceux qui avaient des liens avec les Frères musulmans et les indépendants, ont remporté 32 sièges sur 68 (Robinson 1998, 392). Les représentants des tribus et les centristes ont obtenu 35 sièges, et les partis de gauche en ont remporté 13. Cette répartition montre que l'idéologie n'est pas absente de la scène politique, même si les clivages ethniques et sectaires semblent plus importants. S'ils sont forcés de choisir entre leur affiliation communautaire et leurs croyances idéologiques, les électeurs sembleraient privilégier leur appartenance communautaire. Les gouvernements sont conscients de ces réalités et en profitent. Le système électoral a aidé la monarchie jordanienne à obtenir la composition voulue au Parlement à la suite des élections de 1992. En 1993, le gouvernement s'est assuré, en changeant les lois électorales, que les candidats islamistes perdent au profit des représentants ethniques et a, de cette manière, garanti un Parlement tribal (Robinson 1998, 398). La monarchie, en découpant les circonscriptions de telle façon qu'elles soient représentées par un seul élu en 1993, a forcé les électeurs à choisir entre leur candidat communautaire et leur candidat idéologique. Tandis qu'en 1988, la loi électorale permettait aux

électeurs de voter pour une liste de candidats dans leur circonscription, les électeurs pouvaient donc voter pour les deux (Robinson 1998).

3. Où nous situons-nous ?

L'étude du comportement électoral s'est longtemps limitée à des pays dotés de systèmes démocratiques stables. Les habitudes électorales, les allégeances partisans et les stratégies élaborées par les électeurs de ces pays sont toutes nourries de l'histoire démocratique vécue par ces sociétés. La transition démocratique que l'on observe aujourd'hui dans les pays en voie de démocratisation nous fournit l'occasion de nous intéresser à ce sujet dans un nouveau contexte et d'observer « la création des calculs de la votation » (Dalton 2000). C'est dans cet esprit que nous posons notre question de recherche. Dans l'interaction entre les comportements politiques des citoyens et le niveau de la démocratie dans les institutions d'un pays, nous nous intéressons à l'effet des attitudes des électeurs-individus sur leur comportement le jour du scrutin dans un pays musulman du Moyen-Orient, où les clivages ethniques existants ne sont que rarement sources de polémique¹⁹. Le faible niveau de la qualité de la démocratie des institutions iraniennes en fait un laboratoire intéressant pour l'étude des comportements électoraux.

¹⁹ Notons au passage que les résultats du sondage de World Value Survey à ce sujet montrent que le choix électoral des électeurs ne dépend pas de leurs origines ethniques, malgré l'hétérogénéité des répondants : seuls 58 % parlent le persan à la maison.

Chapitre Trois – Le contexte iranien

Dans cette section, nous allons d’abord nous attarder aux lois et aux habitudes électorales en Iran. Le sujet de ce mémoire portant sur le choix électoral, il est utile de considérer quelques spécificités du système électoral iranien. Par la suite, nous allons étudier le mouvement réformateur : son historique et le contexte dans lequel il a émergé ainsi que ses positions et ses réalisations en lien avec les sujets particuliers qui font l’objet de notre analyse.

1. Le système électoral iranien

Les élections présidentielles et législatives en Iran sont des scrutins majoritaires à deux tours, tenus tous les quatre ans²⁰. Le président est élu par suffrage direct et ne peut occuper ce poste que pour deux mandats consécutifs. Dans les élections législatives, chaque circonscription fait élire un nombre

²⁰ Les élections législatives sont tenues de manière à coïncider avec le mi-mandat présidentiel.

de députés allant de un à 30 (pour Téhéran, la plus grande circonscription). Ces députés ne peuvent, non plus, se porter candidats pour plus que deux mandats consécutifs.

— Les partis politiques en Iran

Il existe aujourd'hui un grand nombre de partis politiques en Iran, dont une portion considérable a été créée dans les dix dernières années²¹. Les candidats aux différents postes élus ne sont pourtant pas nécessairement membres d'un parti politique. Les partis tentent tant bien que mal de former des coalitions autour d'un candidat ou d'une liste de candidats pour s'assurer de la réussite de leur camp. Selon les enjeux des élections, ces efforts sont plus ou moins couronnés de succès. Cette situation leur permet de garder de minces nuances idéologiques, tout en s'assurant que le vote de l'électorat de leur camp n'est pas inutilement divisé.

Nous distinguons deux mouvements ou camps sur la scène politique : la droite et la gauche. Les « autres » partis ne sont pas, pour différentes raisons, en mesure d'avoir des possibilités viables d'être élus et finissent par se ranger au moment des élections dans le camp d'un des deux mouvements principaux de gauche ou de droite. Rappelons que « la gauche » - ou le mouvement réformateur - n'est une option politique viable que depuis la fin de la guerre Iran-Irak en 1988. Elle s'est définie en opposition au mouvement au pouvoir. Elle prône des valeurs socialement progressistes et adhère à l'économie libérale. « La droite » - ou les conservateurs -, au contraire, est socialement conservatrice et favorise une économie plus étatique. Nous allons nous attarder sur ce qui distingue ces deux camps plus loin dans ce chapitre.

²¹ D'après la liste des partis et des groupements politiques enregistrés au ministère de l'Intérieur. (liste en persan) Voir <http://moi.ir/Portal/Home/Default.aspx?CategoryID=0589d5b1-4f2f-4c4e-90c0-fc80ae138404>

— Obstacles constitutionnels : *Nezārat-e estesvābi*

Selon la loi électorale, la candidature à différents postes électifs, comme ceux de président, de député, de conseiller municipal, etc., doit être approuvée par le Conseil des gardiens qui a la responsabilité de s'assurer de l'éligibilité des candidats²². Le Conseil des gardiens, dont les membres sont principalement issus du camp conservateur, utilise son pouvoir dans la présélection des candidats pour filtrer des réformateurs qu'il considère comme radicaux (De Bellaigue 2001, Bakhtiari 1996). Ce pouvoir est contesté par le mouvement réformateur qui est contraint de présenter de nouveaux visages à chaque élection pour augmenter ses chances d'avoir des candidats « approuvés » dans toutes les circonscriptions. Cette présélection des candidats prive une partie de la population de voter pour ses candidats préférés, ce qui explique, entre autres choses, l'indifférence envers le processus, l'abstention ou même le boycott des élections. « Une proportion de 33 % d'abstentionnistes en 2001 (contre 18% en 1997) a exprimé son mécontentement envers le rejet de candidats » (De Bellaigue 2001, 71).

2. Le mouvement réformateur

Dans cette section, nous allons aborder brièvement l'histoire des partis politiques en Iran après la Révolution de 1978 pour présenter le contexte dans lequel le mouvement réformateur a émergé. Nous allons également considérer comment les fondateurs de ce mouvement ont vécu cette émergence. Par la suite, nous allons nous arrêter aux discours du parti réformateur et à ses accomplissements quand il était au pouvoir en nous attardant particulièrement aux thèmes qui

²² Ce phénomène est appelé *nezārat-e estesvābi*. Pour le fonctionnement du Conseil des gardiens, voir l'annexe.

touchent à la démocratie et que nous allons analyser plus loin dans nos hypothèses, comme l'importance de la religion, et le droit des femmes.

— Contexte et émergence du Parti réformateur

La Révolution iranienne de 1978 a représenté un effort pour établir une *république islamique*. Jusqu'à 1988, l'Iran est en guerre contre l'Irak, et l'ayatollah Khomeiny, le symbole de la résistance au régime du Shâh et le Guide de la Révolution, est encore vivant. En tant que leader charismatique, l'ayatollah Khomeiny a su assembler autour de lui des forces de différentes idéologies, y compris des mouvements marxistes de gauche. Même si son influence diminue fortement après la Révolution, il réussit pourtant à garder différents mouvements de pensée islamiques au pouvoir côte à côte.

Dans la première décennie de la République islamique, c'est-à-dire pendant que l'ayatollah Khomeiny était encore vivant, deux mouvements politiques nés de la Révolution occupaient l'espace politique : la société du clergé combattant et l'assemblée des clergés combattants (Tachau 1994)²³. Les deux mouvements étaient formés principalement de religieux (Nozari 2001) comme leur nom l'indique. Le premier croyait à une économie de marché et avait un point de vue traditionnel et conservateur sur les libertés sociales. Le deuxième, ayant des membres plus jeunes, tirait son assurance de la relation souvent étroite de ses membres avec l'ayatollah Khomeiny, avait des points de vue plus libéraux sur les questions sociales et croyait à une économie plus gouvernementale.

Ces deux mouvements existent encore et sont toujours à l'opposé l'un de l'autre. Mais aujourd'hui les conservateurs capitalistes sont devenus plus socialistes dans leur façon de penser l'économie, et les socialistes plus libéraux croient à une économie plus ouverte. Et pourtant, le premier groupe est toujours identifié à la « droite » et le deuxième à la « gauche » (Salimi 2005, 11). Il est intéressant de

²³ La société du clergé combattant : *Jame'e rohaniat-e mobarez*. Et L'assemblée des clergés combattants : *Majma'e rohanioun-e mobarez*.

souligner que le mouvement le plus proche d'Ahmadinejad, le président actuel, qui est un conservateur fondamentaliste, a été contre la prise de l'ambassade des États-Unis à Téhéran en 1979, car il considérait que le pays avec lequel il fallait couper tous les ponts était l'URSS, qui prônait des idéologies marxistes anti-islamiques et socialistes (Salimi 2005, 12).

Avec la mort de l'ayatollah Khomeiny et la fin de la guerre, deux mouvements se distinguent clairement : les *kargozārān* et les conservateurs. Pendant huit ans, le président Hachemi Rafsandjani, du parti *kargozārān*, et le nouveau Guide suprême du pays, l'ayatollah Khamenei, d'allégeance plutôt conservatrice, réussissent à coopérer. Émergeant dans les années suivant la guerre Iran-Irak (1980-1988), les *kargozārān*, gagnant le surnom de pragmatiques, ont présenté la première alternative au pouvoir en place, dans le cadre du régime résultant de la Révolution.

Le mouvement réformateur est né presque par accident en 1997, avec la victoire écrasante de Khatami au poste de président de la République au premier tour de scrutin. La candidature de Khatami à la présidence en 1997 n'a pas été un projet politique planifié. Khatami était le candidat d'un groupe d'intellectuels et d'artistes qui, à travers un journal et une association, débattaient de politique, de théologie et de philosophie. Ces hommes, personnalités connues du mouvement réformateur, rassemblées autour d'activités culturelles et de débats théoriques dans le magazine « *Aïne* », ont conçu la candidature de Khatami à la présidence comme « l'action » résultant de leurs débats, selon lesquels « la République islamique était totalement distancée des idéaux et des buts de la Révolution » (Salimi 2005, entrevue avec Mohammad Reza Khatami). Essayant de provoquer un changement sur la scène politique simplement en présentant comme étant viable une candidature telle que celle de Khatami, ils ont été surpris de le voir remporter les élections (Salimi 2005, entrevue avec SazgārNejād 173 ; entrevue avec Abtahi 234 ; et entrevue avec Mohammad Reza Khatami 49). Certains d'entre eux pensent même que la grande victoire avec 20 millions de votes a nui au

mouvement qui soudain et trop tôt a dû faire face à de multiples demandes de la population. Saeed Hajjarian écrit :

Notre projet était de créer un parti politique au lendemain des élections. Nous pensions à des élections comme à un moyen de faire un sondage national pour savoir sur quelle base populaire on pouvait compter. Soudain, c'est devenu un mouvement, le processus s'est créé chez les gens et a englobé notre projet. Tout ce qu'on cherchait à faire était de restaurer les capacités démocratiques du régime qui stagnait dans le radicalisme et de faire régner la Constitution. Nous ne visions pas à limiter les pouvoirs du Guide suprême de la République. Nous estimions que la Constitution, si elle est suivie correctement, a encore une longue viabilité, car elle offre en réalité plus de liberté que ce dont la société jouissait (Salimi 2005, 60).

Le programme de Khatami consistait à instaurer « une société civique islamique », qu'il reconnaît comme étant la base nécessaire pour arriver à construire une démocratie à l'iranienne sans copier les démocraties occidentales et en préservant les héritages nationaux et religieux du pays²⁴. Cette « société civique islamique » a pour mots d'ordre la tolérance, le pluralisme et le respect de l'autre. Khatami devient le chef du mouvement réformateur qui, face à son succès populaire, adapte ses demandes et ses discours, en particulier sur la question d'une révision constitutionnelle visant à clarifier et à limiter les pouvoirs du Guide suprême ou du Conseil des gardiens, même si les premiers discours de Khatami n'en font aucune mention.

Après huit ans de présidence, le leadership de Khatami est aujourd'hui fortement contesté dans un mouvement réformateur divisé qui a tenté de refaire l'unité à l'occasion des élections pour faire face aux conservateurs. Les *kargozārān* sont moins présents dans les listes électorales, même si leur participation sur la scène politique à travers des personnalités marquantes de leur parti reste

²⁴ Société civique islamique : *Jāme'e madani eslami*.

importante²⁵. Les conservateurs, qui ont gagné la dernière élection présidentielle avec leur candidat Ahmadinejad, se voient également divisés entre une branche plus fondamentaliste, dont fait partie le président, et les conservateurs traditionnels, plus proches des conservateurs du début de la Révolution.

— Les positions du mouvement réformateur

Nous estimons que le mouvement réformateur est plus « démocratique » que ses concurrents en Iran. Nous allons dans cette section examiner les éléments qui, dans ses discours et ses actes, nous mènent à tirer une telle conclusion, et nous allons, parfois, mentionner les points de vue du mouvement conservateur pour mettre en évidence les nuances de leurs positions.

Dès 1997, Khatami et ses partisans changent le vocabulaire de la campagne électorale en introduisant des sujets et des positions qui savent attirer l'attention de la population. Dans les slogans, les plateformes électorales et leurs discours, des leaders du mouvement réformateur préconisent plus de tolérance, reconnaissent un caractère plus privé à la religion et insistent pour donner plus de pouvoir à la population. Ils exigent un gouvernement plus responsable. « Khatami a gagné les élections en basant sa campagne électorale sur le règne de la loi, sur la tolérance envers la multiplicité des points de vue, davantage de participation politique et de justice sociale et sur le besoin de renforcer les institutions de la société civile » (Diamond et al. 2003, 110). Khosrokhavar (Khosrokhavar et Roy 1999,16) écrit également : « Quatre thèmes dominent le discours du nouveau président [Khatami] : la société civile, l'État de droit, le multipartisme et l'authenticité culturelle. Ce dernier thème véhicule désormais ce qui reste de l'héritage révolutionnaire. »

²⁵ Ils ont de nouveau été très actifs dans les élections de juin 2009, soutenant des candidats réformistes (Karroubi et Moussavi).

Ganji, une des personnalités éminentes du mouvement réformateur, se prononçant au nom de ce dernier, insiste sur son caractère démocratique. Il précise que les militants réformateurs croient qu'à défaut de respecter eux-mêmes des idéaux et des pratiques démocratiques, ils ne vont jamais réussir à instaurer la démocratie dans la société (Ganji 2008, 25). Selon lui, le mouvement réformateur veut éliminer les préjugés structurels du système qui ont donné naissance à des termes tels qu'*insider / outsider*, définis et utilisés par les conservateurs pour décrédibiliser toutes voix dissidentes (Ganji 2008, 23).

I. En pratique

Le mouvement réformateur a occupé la présidence pendant deux mandats consécutifs et a joui de la majorité au Parlement pendant quatre ans. Il a donc contrôlé, pendant ces quatre ans, les deux pouvoirs électifs les plus importants du pays. Malgré une majorité nominale au Parlement, les réformateurs n'ont pas réussi à faire adopter de lois qui auraient pu changer fondamentalement la Constitution. Plus particulièrement, le camp réformateur n'a pas réussi faire l'unité autour d'un projet de loi limitant les pouvoirs du Guide suprême. Ce changement à la Constitution, demandé par une partie des réformateurs, ne plaisait pas à tous les candidats de ce camp et leur paraissait trop radical. Il faut mentionner que le mouvement réformateur est une désignation englobant plusieurs partis et chapeautant un grand nombre de candidats ayant des différends sur les méthodes à privilégier pour réaliser les objectifs.

Les discordances entre les membres du mouvement réformateur n'étaient pas le seul obstacle à surmonter. Les conservateurs avaient et détiennent toujours la majorité au Conseil des gardiens et à l'Assemblée des experts. Par ailleurs, le Guide suprême Khamenei, en charge de l'armée et de la télévision publique, est reconnu comme un conservateur. Utilisant leur pouvoir, les conservateurs

ont miné le gouvernement réformateur par des crises multiples²⁶ (De Bellaigue 2001 : Karimian 2009 ; Mir-Hosseini 2004).

Les réformateurs au pouvoir ont néanmoins obtenu des succès dans la réalisation de leurs objectifs. Ils ont établi l'élection des conseils municipaux, une institution prévue dans la loi depuis la Révolution, mais qui n'avait jamais existé, dans le but d'encourager la participation de la population dans la prise des décisions concernant leur localité (Hajjarian 2000). Les relations avec les pays occidentaux ont été normalisées dans la mesure du possible, et ce, tant que la décision est demeurée dans les mains du Président. Les ambassades d'Iran dans le monde ont recommencé à produire des cartes d'identité et des documents de voyage pour les ressortissants iraniens qui en étaient dépourvus à cause de leur départ illégal du pays, surtout pendant la guerre.

Au sein des partis réformateurs, les membres et les fondateurs ont également essayé d'implanter une structure et des procédures plus démocratiques en élisant les chefs (Nozari 2001). Les partisans des réformateurs ont aussi modifié les coutumes politiques iraniennes en critiquant (Abdo 1999-b) ouvertement et fermement le président de leur camp au pouvoir (Razavi-Faqih 2003). Critiquer le chef est un acte peu commun en Iran, car la scène politique garde une structure presque tribale où la loyauté envers le leader caractérise les relations et les allégeances. Le mouvement conservateur ne tolère aucune critique envers ses chefs (Abdo 1999-b).

²⁶ La terreur de Hajarian, l'embuscade contre les résidences universitaires à Téhéran et des attaques contre les anciens ministres de Khatamai (Noori et Mohajerani) ont été attribuées à des partisans des conservateurs. Une campagne de terreur contre les journalistes et les écrivains, faisant quatre victimes, a été menée par un groupuscule infiltrant le ministère de l'Intérieur et constitué des membres proches des religieux fanatiques soutenant ouvertement les partis conservateurs. La liste des allégations continue avec l'utilisation par le Conseil des gardiens de ses pouvoirs de supervision des élections pour filtrer les candidats réformateurs radicaux. Les journaux réformateurs ont été fermés (Karimian 2009) massivement et systématiquement par les tribunaux, qui sont sous la supervision du Guide suprême.

II. L'idéologie des réformateurs

Le mouvement réformateur se distingue, de par son idéologie, du mouvement conservateur. La nouvelle génération d'intellectuels ne valorise plus le culte du martyrre (*martyrdom*), la lutte contre l'impérialisme ou l'aspiration à une communauté moraliste. Elle insiste en revanche sur les libertés individuelles, l'autonomie sexuelle, l'ouverture culturelle et la pacification des relations avec l'Occident (Khosrokhavar 2004). Dans la campagne électorale présidentielle de 2009, le mouvement conservateur a attaqué le mouvement réformateur pour avoir parlé, alors qu'il était au pouvoir, des « attentats suicides » plutôt que des « gestes de martyrre », des termes absents du discours des réformateurs, mais qui sont une base très importante de la philosophie du mouvement conservateur²⁷.

Le mouvement réformateur préconise la réforme plutôt que la révolution, il ne soutient pas la rébellion et n'accepte aucune action militaire de l'intérieur ou de l'extérieur du pays (Ganji 2008, 26). En mettant l'accent sur la paix, il tente d'introduire un discours pacifiste sur la scène politique et dans la société. Ce mouvement soutient que l'*accountability* est un élément essentiel dans un gouvernement et que, dans un Iran réformé et démocrate, la vengeance ou l'exil des dissidents politiques feront place au pardon et à la paix (Ganji 2008, 40). Ganji souligne ce point probablement pour se distancer des actions des révolutionnaires de 1978 qui ont effectué des purges dans les échelons élevés de l'administration du Shâh, par des exécutions sommaires, des peines de prison, des exils forcés et des expropriations.

²⁷ « Gestes de martyrre » : *amaliât-e shahâdat talabâneh*.

III. Les réformateurs et la question de la religion

Le mouvement réformateur marque, dans ses propos, un schisme dans le discours politique habituel en Iran. Même si le mot n'est jamais prononcé, le mouvement réformateur et Khatami sont les premières manifestations d'une forme de sécularisation en Iran. Khatami affirme en 1998 à New York que le gouvernement iranien ne mettra jamais en application la fatwa de l'ayatollah Khomeiny contre Salman Rushdie, tout en soulignant que cette fatwa est religieusement irrévocable²⁸. Khosrokhavar (Khosrokhavar et Roy 1999) souligne cet incident et sa signification pour la politique iranienne qui prend ses distances et son autonomie par rapport à la religion.

L'émergence des nouvelles idéologies islamiques en Iran dans les années 1990 remet en question les principes de l'islam révolutionnaire et marque la fin du monopole du radicalisme courant (*mainstream*) en s'orientant vers une nouvelle forme de réformisme religieux (Khosrokhavar 2004). Selon Ganji, à défaut de réformer « les aspects superstitieux, dogmatiques, conformistes et discriminatoires de la culture religieuse » en Iran, le changement démocratique ne réussira pas (Ganji 2008, 29). Pour le gouvernement iranien et pour tout homme politique qui dit croire encore aux idéaux de la Révolution, la République islamique est l'exercice à grande échelle d'un islam démocratique au gouvernement. Pour les réformateurs plus religieux, l'évolution démocratique est compatible avec une lecture moderniste de l'islam qui accorde une grande importance à « la raison » (Ganji 2008, 31). L'introduction de ce nouveau discours par les réformateurs a changé les termes du débat dans les deux camps. Selon De Bellaigue (2001), les conservateurs sont également arrivés à la conclusion que la société se dirige vers un changement inévitable en ce qui concerne la question de la religion et de son aspect public. Il rapporte les paroles de MohebbiAn, l'éditeur du journal de *jām'eye rohāniAte*

²⁸ <http://www.highbeam.com/doc/1P1-19528742.html>

mobārez (le parti religieux le plus ancien rattaché au mouvement conservateur), qui préconise un minimum de pratique religieuse en public, et affirme que c'est aux gens de choisir « le reste ».

Khosrokhavar (2004) constate une image transformée de l'islam à la suite de ses années au gouvernement. Il affirme qu'une partie des politiciens iraniens, notamment Khatami, malgré leurs allégeances et idéologies étroitement liées à l'islam, ont commencé à séculariser le gouvernement et à privatiser la religion dans leur discours. Est-ce le début de la fin de l'islam politique en Iran ?

Ainsi, le mouvement réformateur a diminué la référence constante à la religion, malgré ces personnalités religieuses influentes. Sans revendiquer ouvertement la sécularisation du pays, les réformateurs au pouvoir ont remplacé la religion par des valeurs telles que l'égalité, la justice, le progrès ou la tolérance comme bases des décisions et des prises de décision.

IV. Les réformateurs et la question des femmes

La position du mouvement réformateur en ce qui a trait aux droits et au statut des femmes est plus axée sur l'égalité, même si elle reste à l'intérieur du cadre de la religion. La lapidation, par exemple, est restée dans le texte de la loi, mais aucune application n'a été rapportée sous les réformateurs. Les conservateurs arrivant au pouvoir avec le président Ahmadinejad en 2005 ont recommencé l'application de ce châtime²⁹ (Sadeghi 2009). Un programme de planification familiale, constitué de volontaires issues des quartiers défavorisés et actives dans leur localité, a été autorisé à créer des réseaux d'échange de renseignements limités à Téhéran²⁹ (Hoodfar 2009).

Le sixième Parlement, avec une majorité réformatrice, a modifié certaines lois concernant la famille. Par exemple, il a autorisé des femmes célibataires à poursuivre leurs études à l'étranger avec une bourse gouvernementale (un privilège jusque-là réservé aux femmes mariées). Le Parlement a

²⁹ Ce programme est instauré depuis 1989, après la fin de la guerre, par le gouvernement.

également préparé un projet de la loi pour que l'Iran devienne signataire de « la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes »³⁰ (Mir-Hosseini 2004).

Le septième Parlement, majoritairement conservateur, a révoqué ces lois. Il a introduit, en revanche, d'autres projets de loi qui permettent par exemple la polygamie sans le consentement de la première épouse, une condition qui jusqu'ici protégeait tant bien que mal les femmes et leur donnait le droit de demander le divorce. Une autre loi adoptée impose un quota aux étudiantes dans certaines disciplines universitaires à 30 % de l'effectif sous le prétexte que la forte présence des femmes dans les universités (qui dépassait 50 % depuis quelques années) les avait rendues réticentes envers le mariage (Sadeghi 2009) et déstabilisait la structure sociale.

V. Les réformateurs et la question de la liberté d'expression

Le discours des candidats réformateurs accorde une grande importance à la tolérance et au respect des libertés individuelles. La tenue des réunions et des manifestations, surtout dans les universités, a bénéficié de libertés accrues pendant le gouvernement des réformateurs. Les journalistes, les syndicats et les personnalités publiques ont pu également critiquer le gouvernement plus ouvertement, même si critiquer d'autres instances étatiques est resté difficile³¹. La loi concernant la production de films et la publication de livres a été amendée et la nouvelle loi a permis la production et la publication d'œuvres sans exiger de permis à chaque étape, même si la censure a continué dans certains cas (Sadighi et Mahdavi 2009). Une partie de ces acquis, en particulier la libéralisation de la censure, n'a pas été maintenue par le gouvernement conservateur qui a suivi (Balaghi 2009).

³⁰ Pendant la campagne électorale de 2009 pour la présidence, les deux candidats de la réforme, Karroubi et Moussavi, ont promis que l'Iran signerait le CEDAW avec la condition du respect des préceptes islamiques, condition également imposée par d'autres pays musulmans. Ils ont promis encore de mettre fin à des polices de moralité. L'épouse de Karroubi est allée jusqu'à remettre en question le caractère obligatoire du hijab, en précisant que, même si son mari ne pouvait rien changer à ce sujet pour le moment, il estime que les femmes devraient avoir un libre choix (Bani-E'temad 2009).

³¹ Khatami et ses alliés n'ont jamais porté plainte, mais critiquer le Guide suprême, ou les autorités juridiques, reste difficile.

Nous venons de voir que le mouvement réformateur a des valeurs plus démocratiques dans ses discours et, qu'au pouvoir, il reste plus tolérant que le mouvement conservateur, même s'il n'atteint pas les objectifs qu'il prétend viser. Avec la position donc que le mouvement réformateur est le mouvement qui véhicule davantage de valeurs démocratiques, nous allons nous intéresser aux électeurs.

Chapitre Quatre – Hypothèses et méthodologie

1. Hypothèses

L'objectif de ce mémoire est de vérifier au moyen des réponses des électeurs à un sondage, si le vote des électeurs pour le mouvement réformateur peut être interprété comme étant un vote pour la démocratie, si leur vote était un vote idéologique ou si l'élection des réformateurs repose sur d'autres facteurs. Pour vérifier si le soutien de la population à un mouvement correspond à leur tendance idéologique, et pour identifier *qui* compose la base populaire de ces mouvements, nous allons étudier la relation entre les attitudes des électeurs et la position des partis sur certains enjeux choisis. Notre argument principal consiste à supposer que le vote des électeurs est un vote idéologique et donc que leur opinion sur des enjeux tels que le statut des femmes, le rôle de la religion, le rôle de l'État dans l'économie et l'attitude envers la démocratie influence leur vote et les conduit à voter pour le parti

dont les positions sont les plus proches des leurs. Nous nous attendons alors à voir les électeurs les plus progressistes voter pour le mouvement réformateur³².

Dans les analyses post-électorales en Iran, il est souvent question du vote des jeunes, des femmes et des milieux urbains pour les réformateurs, sans que les données soutiennent ces suppositions. Cette forme d'analyse suppose également que les électeurs votent selon leur idéologie, mais suppose parallèlement que les jeunes ou les femmes, à cause de ces caractéristiques sociodémographiques, ont des attitudes semblables sur certaines questions. Nous allons, par conséquent, examiner le vote de catégories sociodémographiques différentes. Nous allons ensuite nous attarder sur les facteurs relatifs aux attitudes des électeurs.

— Facteurs sociodémographiques

Les variables sociodémographiques étudiées sont l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et la population de la ville habitée.

Ces variables classiques dans les études électorales sont souvent de bons indicateurs des tendances politiques. « Deux types de variables indépendantes sont utilisés dans les études sur le comportement électoral. Les premiers sont les caractéristiques comme son âge, son sexe, sa classe sociale, etc. Les deuxièmes concernent les caractéristiques auxquelles appartient l'électeur, par exemple petite localité ou grande ville, banlieue ou métropole, région agricole ou manufacturière, etc. » (Cox 1970). Dans la théorie de la modernisation, Lipset (1959) reconnaît qu'il existe une relation très forte entre la modernisation et la démocratie. Il estime qu'il est plus probable d'avoir des systèmes démocratiques dans les pays plus riches, grâce notamment aux quatre facteurs suivants qui sont eux-mêmes

³² Comme nous avons mentionné, le conservatisme social va de pair avec un désir d'économie étatique chez le mouvement conservateur, alors que le mouvement réformateur a des valeurs socialement et économiquement plus libérales.

fortement liés entre eux : la richesse (PIB, usage du téléphone, etc.), l'industrialisation (pourcentage d'emplois liés à l'agriculture), l'urbanisation (pourcentage d'habitants dans les zones métropolitaines) et l'éducation (pourcentage d'illettrés).

Le vote réformateur en Iran est souvent attribué par les analystes et les politiciens, aux femmes et aux jeunes. « Avec une participation de 83 % lors de l'élection de Khatami en 1996 [...], les preuves anecdotiques suggèrent qu'une grande proportion de la population, surtout parmi les jeunes et les femmes, s'est déplacée pour aller voter, souvent pour la première fois » (Bakhash 2003, 109). Selon Abdo (Abdo 1999-b), par exemple, les jeunes et les femmes voteraient pour une vision plus humaniste de la religion, et les réformateurs en seraient conscients : « As head of the largest pro-reform ticket, Mr. Nouri knew the key to victory was convincing the youth, women and others on the margins of Iranian political life that Islam could be a flexible, humane religion with room for true participatory democracy » (Abdo 1999-a). Nous nous attendons alors à ce que l'électorat réformateur soit jeune, féminin, urbain et éduqué.

I. Le sexe

Le vote des femmes est un sujet récurrent dans les études sur le comportement électoral (Delli Carpini et Keeter 1996 ; Zaller 1992 ; Manza et Brooks 1998 ; Inglehart et Norris 2000). Les femmes ne bénéficient pas d'un statut égal à celui des hommes selon la loi iranienne. Dans beaucoup de cas, surtout dans les lois concernant la famille, les hommes ont plus de droits que les femmes, par exemple en ce qui concerne le choix de l'endroit de résidence ou la profession exercée par la femme. Ces lois, souvent basées sur des préceptes religieux, ne sont critiquées ouvertement que par des militants des droits des femmes qui eux, à leur tour, soutiennent des candidats de gauche réformateurs dans les élections. C'est probablement pour cette raison que, sans avoir de preuves chiffrées, les analystes ont toujours considéré que les femmes votent plus à gauche.

En Iran, la supposition générale, comme on a vu, serait que les femmes votent davantage pour le mouvement réformateur. Nous allons retenir cette hypothèse, notamment à cause des discours plus égalitaires et modernes des réformateurs qui devraient en théorie attirer le vote des femmes.

II. L'âge

La population de l'Iran est très jeune. Environ 23 % des habitants ont moins de 14 ans, et 71 % ont entre 15 et 64 ans³³. Il devient vital pour différents partis et mouvements politiques d'attirer le vote des jeunes électeurs qui, de par leur grand nombre, ont le pouvoir de changer les résultats des élections.

L'influence de l'âge et de la génération sur le comportement électoral est un sujet souvent traité par la littérature. Deux facteurs jouent un rôle dans l'effet de l'âge sur le comportement politique. Premièrement, l'effet de l'âge en soi, comme tout le monde en fait l'expérience, c'est-à-dire la différence dans les comportements politiques des gens aux différentes étapes de leur vie. Ce n'est pas cet aspect qui nous intéresse dans ce mémoire. Deuxièmement, l'effet générationnel, c'est-à-dire l'effet de la différence d'âge, et donc des multiples expériences de la vie politique et des événements sociaux vécus (Sears et Valentino 1997), sur le comportement politique des générations (Braungart et Braungart 1986).

Notre hypothèse est que les plus jeunes sont plus susceptibles de voter pour les réformateurs, car le discours moins fondamentaliste et plus libertaire de ces derniers représente pour eux une promesse de nouveauté.

³³ Estimation de 2007, selon le *Factbook* de la CIA, 12 février 2008. Voir <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>

III. Le niveau d'éducation

L'éducation selon Lipset (1960) est un des facteurs sociodémographiques clés et nous allons tenter d'en observer la relation avec la préférence politique de l'électorat iranien.

Le système d'éducation en Iran est constitué de 11 à 12 années d'études pré-universitaires et d'un programme universitaire consistant en quatre années de baccalauréat, deux années de maîtrise suivie du doctorat³⁴. Le taux d'alphabétisation est de 77 % dans la population, soit 83,5 % chez les hommes et 70,4 % chez les femmes³⁵.

Si le mouvement réformateur défend des valeurs plus démocratiques, il faudrait alors constater un plus grand appui à ce mouvement parmi les électeurs avec un niveau d'éducation plus élevé. Nous supposons donc que le niveau d'éducation, en tant qu'indice de la modernisation, aura une relation avec le comportement politique et que les électeurs avec un niveau plus élevé d'éducation seront plus susceptibles de soutenir le mouvement réformateur. Nous allons vérifier cette hypothèse dans le prochain chapitre.

IV. La grandeur de la ville habitée

Nous allons également tester la relation entre le vote et la population de la ville habitée. C'est un facteur qui, également, est souvent mentionné dans les études électorales en Iran. Il est courant de penser que le mouvement réformateur est un mouvement élitiste et principalement concentré dans les grandes villes. Nous posons l'hypothèse que les habitants des métropoles voteront à gauche.

³⁴Le baccalauréat iranien est l'équivalent d'un *undergrad* dans les universités américaines.

³⁵ Avec la définition suivante d'alphabétisation : personne de 15 ans et plus qui peut lire et écrire (selon le *Factbook* de la CIA <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>).

— Facteurs liés aux attitudes

Une fois vérifiée la relation entre les variables sociodémographiques et le vote, nous allons nous concentrer sur les variables d'enjeux, qui vont nous permettre de répondre à notre question centrale, à savoir si le vote des électeurs réformateurs est un vote pour la démocratie, orienté par leur idéologie. Nous avons choisi plusieurs facteurs qui nous paraissent déterminants dans le choix des électeurs. Ces facteurs influencent le choix des électeurs tout en étant influencés eux-mêmes par d'autres facteurs. Ces variables sont le degré de la religiosité, le niveau de privatisation souhaitée, l'attitude envers la démocratie et l'opinion sur les droits des femmes.

I. La religiosité

Les études sur la relation entre la religion et le vote sont présentes depuis longtemps dans la littérature sur le comportement électoral. Lensky, en 1963 (Lensky 1963), étudie trois aspects relatifs à la religion et leur effet sur le vote : la dénomination religieuse, l'orthodoxie doctrinale et la dévotion religieuse. En 2003, Manza et Wright (Manza et Wright 2003) isolent quatre éléments : la fréquentation de l'église, les croyances doctrinales, la dénomination et les aspects locaux de la congrégation.

La population iranienne est à 98 % musulmane. La dénomination religieuse ne serait donc pas un bon test pour le choix électoral en Iran. Le facteur que nous allons prendre en compte sera alors le degré de religiosité que nous allons définir comme étant une agrégation des expressions des répondants sur la religion³⁶.

Sachant qu'un des mouvements politiques présents (les réformateurs) tient des propos plus démocratiques que l'autre, nous allons essayer de déterminer si le soutien de la population à ce

³⁶ De plus amples détails sur la construction de la variable seront présentés dans la troisième partie de ce chapitre, et les énoncés des questions utilisées sont cités en annexe.

mouvement est en lien avec le niveau de sa religiosité. La religion est d'ailleurs le facteur le plus éminent pouvant être utilisé par des mouvements extrémistes pour les rallier contre la démocratisation. Notre hypothèse est qu'il est plus probable que les électeurs de gauche présentent un plus faible niveau de religiosité.

II. L'attitude envers la démocratie

Le prochain facteur que nous allons considérer porte sur l'opinion des électeurs à propos de la démocratie et de son efficacité en tant que forme de gouvernance. Nous allons voir si une opinion favorable ou défavorable envers la démocratie influe sur le vote des électeurs en Iran.

Ce type de facteur est absent dans les études sur les préférences politiques en Occident. Dans un pays possédant peu d'expérience démocratique, il est intéressant d'observer si l'opinion que les électeurs se font de la démocratie est en soi un facteur guidant leurs préférences politiques, d'autant plus que les différents mouvements politiques en Iran n'ont pas le même rapport à la démocratie. La gauche iranienne est née avec la devise de la démocratisation. L'inclusion de la démocratie dans le discours de la droite est pourtant plus récente. Selon notre hypothèse, l'opinion de l'électorat de gauche penchera vers davantage de démocratie.

III. Le modèle économique : étatique ou privé

Autre facteur que nous allons inclure dans notre analyse concerne l'avis des répondants sur le modèle économique qu'ils désirent pour le pays. Le positionnement des électeurs sur un axe étatique-privé (gauche-droite) constitue un facteur d'analyse depuis Downs (Downs 1957). Il est vrai que ce facteur ne prend pas en compte beaucoup d'autres aspects, surtout en Iran, où la question des libertés sociales finit souvent par occuper l'espace médiatique pendant les campagnes. Il reste pourtant un facteur simple et effectif.

Étant donné que le mouvement réformateur est en faveur d'une économie de marché plus ouverte et socialement libérale alors que le mouvement conservateur se tourne davantage vers une économie étatique, tout en étant socialement plus conservateur, la relation entre le positionnement économique des électeurs et leur choix est particulièrement intéressante. Nous posons l'hypothèse que le vote de la population ne va pas forcément dépendre de son positionnement économique, car les valeurs sociales prennent souvent le dessus pendant les campagnes et semblent diriger le choix des électeurs. Nous supposons que la relation entre ces deux facteurs ne sera pas significative.

IV. L'attitude envers les droits des femmes

Les études sur les préférences politiques en Occident prenant en compte une relation entre la valorisation des droits accordés aux femmes de la part d'un électeur et ses préférences politiques sont rares. C'est un facteur dont l'effet est moins évident. Il est particulièrement intéressant dans un pays régi par des lois islamiques, où l'égalité entre l'homme et la femme reste à acquérir. Dans une société où le rôle des femmes est encore sujet à débat, les mouvements de gauche et de droite leur reconnaissent des responsabilités et des rôles différents.

Nous anticipons une plus grande ouverture envers les droits accordés aux femmes chez l'électorat de gauche.

Notre supposition est que ce facteur sera plus déterminant pour prédire le vote réformateur (plus de liberté accordée aux femmes chez l'électorat réformateur) que le facteur sociodémographique du sexe. Car l'idée que les femmes sont plus nombreuses à voter pour le mouvement réformateur est fondée sur le fait que ce mouvement paraît plus ouvert face à la position de la femme dans la société ainsi que sur des sujets comme le code vestimentaire approprié pour les femmes. Nous estimons pourtant que les femmes ayant des antécédents différents ne s'entendent pas forcément plus sur ce

sujet que les hommes et que leur opinion, comme celle des hommes, est plus déterminante dans leur vote que leur sexe.

2. Méthodologie

Pour vérifier nos hypothèses, nous allons utiliser des analyses statistiques, nous basant sur les données d'un sondage effectué en Iran en 2001 et provenant de *World Values Survey*. Les données brutes sont disponibles sur le site Internet de *World Values Survey* en accès libre³⁷.

Le sondage en question a été effectué en Iran en 2001 et fait partie de la vague de 2000 dans les sondages de *World Values Survey*. La population visée est l'ensemble de la population âgé de 15 ans et plus, l'échantillon consiste en 2530 personnes. Pour ce faire, le département de sociologie de la faculté des sciences sociales de l'Université de Téhéran, a divisé les provinces du pays en 10 régions culturelles, a choisi des villes et des villages de manière aléatoire dans chaque province, et ensuite a déterminé le nombre de répondants nécessaires dans chaque localité³⁸. Deux provinces de *SistAn-et-BalouchetAn* et *Kurdistan* n'ont pas été incluses dans le sondage, pour des raisons que les chercheurs locaux n'énumèrent pas (Azad Armaki).

Il est difficile de chercher des manifestations du soutien de la population à la démocratie dans l'espace public. Les films, les livres et les journaux, bien que censurés, donnent la possibilité de l'expression des demandes des intellectuels de gauche ou de droite qui peuvent y manifester leur propos. Les étudiants ou les mouvements pour les droits des femmes s'organisent également sous forme de manifestations, de sit-in, ou de rassemblements à tribune ouverte, pour exprimer leur mécontentement à propos d'événements divers ou pour présenter leurs demandes. Le reste de la

³⁷ <http://www.worldvaluessurvey.org>

³⁸ Un tableau dans l'annexe montre la distribution des répondants dans les divisions culturelles.

population, qui constitue la majorité, exprime à l'occasion son mécontentement à l'égard de la situation économique par la voix des différents syndicats ou très rarement par des grèves. La préoccupation quant à la condition de la démocratie est plus difficile à percevoir dans la population non intellectuelle. Cette difficulté nous amène à réaliser cette étude basée sur un sondage, et ainsi à chercher l'opinion des différentes strates de la société.

Les questions de sondage qui portent sur les données sociodémographiques sont utilisées directement, à l'exception de celle portant sur l'âge des répondants, où l'âge brut a été transformé en six grandes catégories pour distinguer les différentes générations. Les autres facteurs pris en compte sont le sexe, le niveau d'éducation et le degré d'urbanisation.

Les questions portant sur les valeurs comme la religion, les droits des femmes et l'opinion sur la démocratie et l'économie ont été choisies parmi plusieurs questions sur ces sujets en fonction de leur formulation dans la langue de l'entretien, de la répartition des réponses et de la possibilité que les répondants refusent de répondre ou feignent une réponse en fonction des normes sociales. Plus de détails sur la construction de ces variables sont présentés plus loin dans ce chapitre.

Nous définissons la variable dépendante, soit le choix électoral, comme étant une variable qualitative et ordinale. Dans le but de tester sa relation avec les variables indépendantes, nous avons classé ces dernières en deux grandes catégories. Les premières sont des variables sociodémographiques : l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et la population de la ville habitée. Les secondes sont des variables liées aux attitudes : le niveau de religiosité, le positionnement par rapport aux droits des femmes, à la démocratie comme forme de gouvernance, et à l'économie.

Dans un premier temps, nous mesurons l'effet de chaque variable sur la variable dépendante du choix électoral, à l'aide des tableaux croisés et d'un test de χ^2 . Pour les variables indépendantes démontrant une relation significative avec les tableaux croisés, c'est-à-dire l'âge, le sexe, le niveau

d'éducation, l'opinion sur le droit des femmes, la démocratie, l'économie et le niveau de religiosité, nous appliquerons une régression multinomiale logistique.

3. La construction des variables

— Variable dépendante : le choix électoral

Nous avons utilisé le choix électoral des répondants dans une élection hypothétique comme variable dépendante. Ce choix traduit la tendance politique des électeurs. Le vote étant le moyen le plus simple et le plus direct pour la population de s'exprimer, il est fréquemment utilisé dans la littérature sur le comportement électoral, et aussi par les partis politiques, pour jauger les aspirations et les priorités de l'électorat.

Dans le sondage que nous utilisons, trois questions consécutives portent sur le choix des électeurs. « If there were a national election tomorrow, for which party on this list would you vote? Just call out the number on this card. If [don't know]: Which party appeals to you most? » ; « And which party would be your second choice? » ; et « And is there any party on this list that you would never vote for? ». Quatre choix de réponses étaient présentés aux répondants iraniens : « la gauche », « la droite », « autres » et « je ne sais pas ». Dans d'autres pays, le choix des réponses contient le nom des partis politiques participant aux élections, mais les partis politiques en Iran ne sont pas directement candidats aux élections ; il existe encore beaucoup de candidats indépendants, membres d'aucun parti politique, qui jouissent ou non du soutien d'un ou de plusieurs partis³⁹.

³⁹ Dans la littérature politique iranienne, « la gauche » est référée aux mouvements réformateurs, comprenant parfois les pragmatiques, et les conservateurs sont appelés « la droite ». C'est la définition qui a été retenue dans le sondage qui va être utilisé dans ce mémoire. Même s'il est difficile de connaître de manière certaine l'interprétation des interrogés de la liste des choix présentée. Voir le système électoral iranien plus haut dans ce document. Iran.

La variable dépendante du vote est construite alors à partir de ces trois questions sur les choix électoraux des répondants qui interrogent les répondants sur leur premier et deuxième choix de vote ainsi que sur le mouvement politique pour lequel le répondant ne voterait jamais sous aucun prétexte.

Une variable est construite à partir de ces trois questions. Elle distingue les électeurs de gauche et de droite ainsi que ceux qui refusent de choisir ou qui se prononcent pour d'autres mouvements politiques. Il est difficile d'évaluer les options « autre mouvement » et « je ne sais pas ». Une partie des répondants qui ne feraient pas confiance à des sondeurs voudraient se prononcer au-delà des querelles politiques. Les partisans des groupes d'opposition à l'étranger, principalement les marxistes, les royalistes et les *mujahedin*, et plus récemment des mouvements démocrates, bien que peu nombreux, n'auraient d'autre choix que de répondre « autres ». Étant donné que ces groupes sont aussi susceptibles de répondre « je ne sais pas » et que le nombre des répondants qui ont opté pour cette réponse est de 1091, ce choix de réponse a été difficile à éliminer complètement.

Alors deux séries de variables sont calculées : celles incluant les répondants qui ont indiqué « je ne sais pas » à toutes les questions ou celles qui les excluent. Dans le cas où ils sont inclus, leur choix de réponse est intégré à l'option « autres mouvements ».

Pour évaluer les deux variables construites, nous avons calculé la corrélation des réponses, dans chaque cas, avec les réponses à une autre question présente dans le sondage. Cette question porte sur la position du répondant sur l'échelle gauche-droite selon le répondant lui-même. La corrélation dans le cas excluant les réponses « je ne sais pas » est de 0,524 contre 0,466 dans le cas où les répondants qui disent « je ne sais pas » sont inclus. Dans ce dernier cas, 1091 cas/répondants sont perdus.

Notre analyse va porter principalement sur la variable vote-excluant, mais les données pour les deux variables sont présentées sous forme de tableaux dans les annexes. Les résultats dans les deux cas

sont souvent similaires, avec des résultats plus conservateurs pour la variable vote-excluant. Cependant si l'utilisation de la variable vote-incluant modifie les résultats d'analyse, nous en faisons état.

Notre variable est construite de la manière suivante. Sur une échelle de un à quinze, chaque répondant reçoit un score selon ses réponses aux trois questions mentionnées. Le score 1 est réservé à un répondant qui choisit de voter à gauche comme premier et deuxième choix et qui affirme ne jamais voter à droite. L'échelle se rapproche du centre politique et se poursuit à droite pour arriver au score 15 réservé à un répondant qui choisit le mouvement de droite comme premier et deuxième choix et qui ne vote jamais pour la gauche :

Valeur	1 ^{er} choix de vote	2 ^e choix de vote	ne votera jamais pour
1	G	G	D
2	G	A	D
3	A	G	D
4	G	G	A
5	G	A	A
6	G	D	A
7	A	A	D
8	A	A	A
9	A	A	G
10	D	G	A
11	D	A	A
12	D	D	A
13	A	D	G
14	D	A	G
15	D	D	G

(G : Gauche, D : Droite, A : Autres)

Sont exclus de cette reconstruction les cas où les réponses des répondants se contredisent, par exemple quand le parti de leur premier choix et le parti pour lequel ils ne voteraient jamais est le même.

La variable ainsi obtenue est ensuite transformée en une variable à trois catégories de gauche, centre et droite. Pour ce faire, les sept premières catégories sont transformées pour construire la catégorie de gauche, le centre représente le centre et les sept autres catégories forment la droite. Ainsi tous les répondants qui ont montré une inclinaison, même minimale, envers l'un des deux mouvements sont associés avec ce mouvement. Ici, le centre ne représente pas vraiment le centre politique. Il inclut tous les « autres » partis et mouvements qui n'entreraient pas dans les catégories de gauche et de droite. Sachant que la gauche et la droite dans le vocabulaire politique d'aujourd'hui en Iran sont les réformateurs et les conservateurs, le centre engloberait les mouvements pragmatistes, véritablement centristes, ainsi que les extrémistes de gauche et de droite, les mouvements nationalistes ou les mouvements d'opposition à l'extérieur de l'Iran. Dans ce mémoire, à chaque fois que nous allons parler de « centre », ce sera cette signification un peu complexe qui sera sous-entendue.

— Variables indépendantes : les facteurs sociodémographiques

Les variables sociodémographiques que nous avons choisies au départ sont l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le revenu, la population de la ville habitée et la langue parlée à la maison.

I. L'âge

L'âge légal pour voter en Iran a changé plusieurs fois depuis 1906. À cette date, la première Constitution, donnant naissance aux premières élections en Iran, accorde le droit de vote aux hommes de plus de 25 ans. Sous le régime Pahlavi, de 1925 jusqu'à la Révolution islamique en 1978, l'âge légal pour voter est de 18 ans. Les femmes acquièrent le droit de vote en 1963. Depuis la Révolution islamique et jusqu'en 2006, l'âge légal pour voter est de 15 ans. Le Parlement l'a rehaussé à 18 ans (2007), mais vient de le redescendre à 16 ans (2009). Au moment où le sondage a été effectué (2001), l'âge de vote était de 15 ans. La variable de l'âge est transformée pour former six catégories de 15 à 24 ans, 25 à 34 ans, 35 à 44 ans, 45 à 54 ans, 55 à 64 ans et 65 ans et plus.

II. Le niveau d'éducation

La question portant sur l'éducation est : « *What is the highest educational level that you have attained?* ». Les réponses se répartissent en dix catégories, soit le « pas de réponse ou ne sait pas », « pas d'éducation formelle », « primaire incomplet », « primaire complet », « lycée professionnel incomplet », « lycée professionnel complet », « lycée incomplet », « lycée complet », « niveau universitaire, sans diplôme », et enfin « niveau universitaire avec diplôme ».

Nous avons redéfini cette variable en trois catégories, soit faible, moyen et supérieur : ceux qui n'ont pas obtenu de diplôme d'études secondaires⁴⁰ (le diplôme obtenu à la fin du lycée qui qualifie la personne pour passer l'examen d'entrée à l'université), ceux qui l'ont obtenu⁴¹ et ceux qui ont fait des études universitaires⁴².

— Variables indépendantes : les facteurs liés aux attitudes

Pour notre analyse, nous avons sélectionné les quatre facteurs suivants : le niveau de la religiosité, l'opinion sur les droits des femmes, sur le rôle de l'État dans l'économie, et sur la démocratie. Le questionnaire utilisé dans le sondage comporte un grand nombre de questions sur ces valeurs et ces attitudes. Nous avons donc dû construire nos quatre variables à partir de multiples questions que le sondage nous proposait. Chaque variable indépendante liée aux attitudes est ainsi composée de plusieurs questions portant sur le sujet dans le questionnaire⁴³. Nous avons deux choix à faire : quelles questions prendre en compte, et comment construire la variable.

⁴⁰ « Pas de réponse ou ne sait pas », « pas d'éducation formelle », « primaire incomplet », « primaire complet », « lycée professionnel incomplet » et « lycée incomplet ».

⁴¹ « Lycée professionnel complet » et « lycée complet ».

⁴² « Niveau universitaire, sans diplôme » et « niveau universitaire avec diplôme ».

⁴³ L'alpha de Cronbach entre les questions utilisées qui suivent le modèle de Likert est de 0,5 pour les questions concernant l'économie et le droit des femmes, et 0,6 pour les questions concernant la démocratie et le niveau de religiosité.

Pour le choix des questions, nous avons utilisé des critères spécifiques afin de filtrer les questions du sondage (portant sur le même sujet) et de choisir celles à partir desquelles chaque variable est construite. Trois types de questions ont donc été contrôlés. Premièrement, nous n'avons pas retenu de questions dont la fréquence des réponses dépassait 80 % dans une des catégories⁴⁴. Par exemple, plus de 80 % des répondants affirment que la religion a un rôle « très important » dans leur vie, alors cette question n'a pas été prise en compte dans la construction de la variable de religiosité. Deuxièmement, nous avons éliminé toutes les questions qui paraissaient ambiguës ou qui, dans le contexte du pays et de la langue, n'avaient pas la signification voulue. Par exemple, sur le sujet de la démocratie, la question portant sur l'importance d'avoir un président qui a « un très fort leadership » n'a pas été utilisée. Troisièmement, nous n'avons pas utilisé de questions dont la réponse à certains choix aurait pu mettre en péril ou du moins incommoder fortement la vie du répondant si le sondeur avait été négligent avec la clause d'anonymat et le partage d'information. Dans le cas de ces questions, nous avons considéré que les réponses simulacres des répondants sont le résultat d'une appréhension raisonnable, et nous avons donc choisi de ne pas les utiliser dans la construction des variables, car il n'existe aucun moyen de savoir quelles données sont erronées. Par exemple, la question « Est-ce que vous croyez en Dieu ? » n'a pas été utilisée.

De plus, pour certaines questions portant sur plus d'un sujet, nous avons dû choisir le facteur qu'elles expliquent le mieux. En vedette dans cette catégorie est une question, groupée dans le questionnaire avec les autres questions concernant les femmes, qui demande : « Quelle importance donnez-vous à ce trait chez les femmes? Porter le hijab ». Cette question se retrouve dans ce mémoire sous la catégorie de la religion plutôt que sous celle des « droits des femmes ». D'abord parce qu'elle n'aborde pas directement le droit des femmes d'avoir le choix de porter le voile, mais

⁴⁴ Nous avons décidé de nous contraindre avec un seuil conservateur pour nous assurer que les résultats sont confortablement interprétables.

plutôt l'avis du répondant sur le sujet. De plus, davantage qu'un signe de « bonne conduite », l'importance du port du voile est facilement liée à celle que le répondant accorde à des expressions religieuses strictes.

Pour construire les variables, nous avons utilisé la méthode suivante : une nouvelle variable avec une valeur de 0 est créée. Pour chaque question, nous avons ajouté un nombre, entre -10 et +10, à la valeur de cette nouvelle variable en fonction de la réponse des répondants. La grandeur de la valeur ajoutée dépend de la distance entre la réponse du répondant et la réponse la plus centriste et ambiguë. Les valeurs ont été organisées de manière à donner des valeurs négatives aux tendances suivantes : plus de droits reconnus aux femmes, moins de religiosité, avis plus socialiste sur l'économie et avis favorable à la démocratie. Notre hypothèse est qu'en général, les valeurs négatives vont être associées aux tendances du vote à gauche, sauf dans le cas de l'économie, où nous n'avons pas avancé d'hypothèses.

Les variables ainsi constituées ont ensuite été transformées en variables à cinq choix : extrême *avis*, *avis*, centre, *contre-avis*, extrême *contre-avis*. Pour ce faire, nous avons partagé les réponses en cinq catégories, dans la mesure du possible, égales, en fonction des valeurs minimales et maximales obtenues pour chaque variable. Par exemple, dans le cas de la variable de religiosité, nous avons obtenu un minimum de -15 et un maximum de +21 en termes de valeur pour la variable. Pour la transformer en une variable de cinq catégories, nous avons dédié les données correspondantes à des valeurs entre -15 et -8 à la catégorie « pas du tout religieuse » ; les données entre -7 et -1 à la catégorie « pas religieuse » ; les données entre 0 et +6 à la catégorie « moyennement religieuse » ou centre ; les données entre +7 et +13 à la catégorie « religieuse » ; et enfin les données entre +10 et +14 à la catégorie « très religieuse ».

Pour nous assurer que les variables ainsi créées ne sont pas corrélées entre elles, nous avons fait un test de corrélation dont les résultats vont être discutés dans le prochain chapitre.

Chapitre Cinq – Résultats et analyses

Nous avons vu la position des mouvements réformateur et conservateur, nous allons maintenant nous intéresser à leur électorat. Dans ce chapitre, nous allons considérer deux séries de tests. La première partie est consacrée à la relation entre le choix électoral et les différents facteurs sociodémographiques. Le but est de tracer un portrait de l'électorat iranien afin de dégager les tendances générales du vote chez les différentes strates de la société. La deuxième partie s'intéresse à la relation entre le vote et les opinions des électeurs. Le résultat nous aidera à voir si les opinions des électeurs sur des sujets comme le niveau de privatisation souhaité dans l'économie, les droits de la femme, la religion ou la démocratie sont en accord avec les positions du mouvement pour lequel ils votent.

1. Le choix électoral – la variable dépendante

La variable dépendante est l'orientation du vote, c'est-à-dire le camp pour lequel le répondant voterait s'il y avait des élections aujourd'hui. Les réponses possibles sont la gauche, la droite et

« autres ». Nous avons créé deux variables de vote. Dans le cas de la variable vote-incluant, qui inclut les hésitants et les situe au centre, la répartition est la suivante : 28,7 % ont choisi la gauche, 53,9 % le centre, et 17,4 % la droite. Dans le cas de la variable vote-excluant, qui exclut les hésitants, la répartition est comme suit : 54,7 % à gauche, 12,1 % au centre et 33,2 % à droite.

Dans les deux tableaux, le pourcentage des partisans de la gauche est considérablement plus grand que celui des partisans de la droite. Pourtant, dans les premières élections qui ont eu lieu après le sondage, c'est le candidat de la droite qui a remporté les élections. Plusieurs interprétations sont possibles. Il est possible que ceux qui, à la date de ce sondage, n'avaient aucune préférence ou ne les révélaient pas aient eu une grande importance dans le résultat des élections, en votant pour le candidat du mouvement conservateur. Il est également possible que ce sondage surreprésente l'électorat de gauche à tel point que les résultats finaux sont altérés. Si cette lecture est appliquée à d'autres sondages, elle pourrait expliquer en partie la différence entre les résultats des sondages préélectoraux et les résultats des élections en 2009⁴⁵. Une autre explication pourrait être la fraude. Étant donné les allégations de fraude massive dans les élections de 2009, les résultats de ce sondage pourraient également mettre en doute la véracité des résultats des élections de 2005⁴⁶. Il est aussi possible que la campagne électorale ou la personnalité des candidats aient eu assez d'effet pour pouvoir changer l'avis de l'électorat.

2. Les facteurs sociodémographiques

Différentes variables sociodémographiques ont été testées en tant que variables indépendantes dans leur relation avec le vote : l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et la population de la ville habitée. Les

⁴⁵ Les résultats ont donné le président sortant Ahmadinejad comme gagnant avec 63 % au premier tour.

⁴⁶ Le président Ahmadinejad a gagné les élections avec 61,6% au deuxième tour.

hommes les plus jeunes et les plus éduqués ont plus tendance à voter pour les mouvements réformateurs ou pour la gauche, et les femmes les plus âgées et les moins éduquées sont plus susceptibles de voter pour les mouvements conservateurs ou la droite iranienne. La grandeur de la ville habitée ne semble pas avoir d'effet sur le vote.

I. L'âge

Les données associées à la variable de l'âge sont groupées en six catégories pour faciliter l'analyse : 15 à 24 ans (37,6 %), 25 à 34 ans (23,1 %), 35 à 44 ans (15,0 %), 45 à 54 ans (10,4 %), 55 à 64 ans (7,3 %) et 65 ans et plus (6,6 %).

Tableau 1 - le vote et l'âge

		Catégorie d'âge						Total (%)
		15-24 (%) ¹	25-34 (%)	35-44 (%)	45-54 (%)	55-64 (%)	65 et plus (%)	
Vote	Gauche	60	57	54	45	40	26	29
	Centre	9	15	15	9	15	26	12
	Droite	31	29	32	46	46	48	33
N		535	295	171	102	61	38	1202

1 : Pourcentage de votants dans la catégorie d'âge.

χ^2 : $p < 0,001$

Dans le tableau croisé entre le vote et l'âge (tableau 1), les proportions des électeurs dans chaque catégorie montrent la corrélation entre les deux variables. La possibilité de voter à gauche est plus grande chez les jeunes et, avec l'âge, la tendance à voter à droite augmente et le pourcentage des votants de gauche diminue. Ainsi le pourcentage des électeurs de gauche chez les plus jeunes est plus que le double de celui des plus âgés. Cette tendance est confirmée, de manière inversée, chez les électeurs de droite, même si la différence est moins flagrante ici que chez les électeurs de gauche, elle est encore significative.

L'effet de l'âge sur la tendance politique est visible : les plus âgés sont plus nombreux à voter à droite, ce qui confirme notre hypothèse. La comparaison entre les deux variables vote-incluant et

vote-excluant nous montre que les répondants plus âgés sont également plus susceptibles de ne pas se prononcer sur leur tendance électorale⁴⁷.

Il est également intéressant de s'attarder sur le cas de ceux qui ne se réclament ni de gauche ni de droite⁴⁸. Comme le tableau 1 le montre, il n'y a pas de corrélation entre le choix électoral et l'âge chez les répondants de cette catégorie. Les 15-24 ans sont tous nés après la Révolution islamique. Les plus jeunes d'entre eux sont même nés dans les dernières années de la guerre et n'ont donc aucun souvenir des gouvernements avant l'ancien président Hachemi Rafsandjani. Les 45 à 54 ans avaient entre 15 et 30 ans au moment de la Révolution islamique. C'est la génération qui s'est le plus engagée dans les manifestations et les activités révolutionnaires. Les partis et les mouvements auxquels elle croyait n'ont souvent pas survécu à la Révolution, victimes des fragmentations internes ou des interdictions gouvernementales. C'est également la génération qui a vu un grand nombre de ses cohortes mourir avant et après la Révolution dans les procès politiques ou à la guerre. La catégorie des 65 ans et plus comprend le plus grand pourcentage d'électeurs « centristes » (hors la dichotomie gauche-droite) : 26,3 %. Ces électeurs avaient au moins 42 ans au moment de la Révolution, c'est-à-dire qu'ils avaient achevé leur période d'apprentissage politique avant que les mouvements révolutionnaires commencent à s'activer. Les chefs des partis politiques au moment de la Révolution appartenaient à cette génération ainsi que les premiers titulaires des postes clés gouvernementaux peu après la Révolution.

⁴⁷ Dans le cas de la variable vote-incluant, la relation avec l'âge reste significative, et les pourcentages dénotent la même tendance, avec moins d'écart. La variable dépendante, le vote, n'ayant pas une distribution normale, on utilise un test de corrélation bivarié de non paramétrique, Spearmen, qui avec une $\rho=0,121$ montre une relation significative et positive, c'est-à-dire qu'avec l'augmentation de l'âge, la tendance à voter à droite augmente. L'écart entre les votants de gauche chez les 15-24 ans est de 17,8 points en faveur de la gauche (37,3 – 19,5), et de 5,0 points en faveur de la droite chez les plus de 65 ans (6,2 – 11,2).

⁴⁸ Rappelons que la variable vote-excluant a exclu tous ceux qui ont hésité à répondre à la question « Pour qui voteriez-vous s'il y avait des élections aujourd'hui ? » et ne prend en compte que ceux qui se sont expressément prononcés pour « d'autres partis ».

Le succès du mouvement réformateur chez les jeunes pourrait, entre autres, s'expliquer par la jeunesse de ce mouvement. Les jeunes, cherchant une institution qui reflèterait leur demande, se sont tournés vers le mouvement réformateur qui véhiculait une nouvelle façon de gouverner tout en respectant les valeurs premières de la révolution, en insistant sur le caractère républicain de la « république islamique ». La nouvelle génération, chargée de souvenirs vécus et hérités de dernières décennies, ne se retrouvait pas dans les courants de pensée existants et les partis politiques du début de la révolution. La maturité politique (et l'arrivée à l'âge de l'éligibilité) de la première génération née après la révolution coïncide avec la formation du mouvement réformateur. Cette conjoncture a aidé le mouvement réformateur à trouver un électorat important et nombreux chez les jeunes.

II. Le sexe

Le sexe du répondant fait partie des informations fournies par l'intervieweur à la fin de son entrevue.

Selon les données recueillies, 53,8 % des répondants sont des hommes et 46,2 % des femmes.

Tableau 2 – Le vote et le sexe

		Sexe		Total (%)
		Homme (%) ¹	Femme (%)	
Vote	Gauche	60	48	29
	Centre	12	12	54
	Droite	28	40	17
N		684	518	2293

1 : Pourcentage de votants dans la catégorie d'âge.

χ^2 : $p < 0,001$

Les données du tableau 2 nous montrent que les femmes sont plus susceptibles de voter à droite, une tendance souvent observée dans les études électorales en Occident. En Iran pourtant, nous nous attendions, d'après les affirmations répétées des experts, des partis et des médias, à ce que les femmes votent en grand nombre pour le mouvement de gauche, et qu'elles aient été la clé de la victoire de l'ancien président Khatami en 1997. Nos données vont à l'encontre de cette présupposition. Le postulat concernant le vote des femmes pour le mouvement réformateur semble

alors une supposition. Les positions du mouvement réformateur, plus favorables à des droits des femmes, n'ont pas su convaincre les femmes et attirer leurs votes. Notre hypothèse est rejetée, nous ne pouvons pourtant pas poser que le sexe des électeurs n'a pas de lien avec leur vote, étant donné la corrélation entre le sexe féminin et le vote conservateur. Nous ne pouvons pourtant pas affirmer que le vote des femmes n'est pas un vote idéologique, il est possible que d'autres facteurs l'influencent. Le niveau de la religiosité est le premier facteur qui nous vient à l'esprit. Nous constatons que la variable de sexe garde son effet sur le vote, même à côté de la variable de la religiosité, un plus haut niveau de religiosité chez les femmes ne serait donc pas à l'origine de leur comportement électoral. Des présuppositions erronées sur le choix électoral des femmes nuisent à l'interprétation que des politologues et des politiciens peuvent avoir des résultats des élections et des demandes populaires.

III. Le niveau de l'éducation

Selon les données recueillies, 31,6 % des répondants n'ont pas de diplôme d'études secondaires, 41,2 % ont fini le lycée avec succès et 27,3 % ont fait des études universitaires.

La tendance démontre clairement que les plus éduqués votent plus à gauche (tableau 3). La même corrélation s'observe dans le cas de la variable *vote-incluant* chez l'électorat de gauche et chez les centristes, mais les pourcentages des votants de droite sont plus ambigus : 17,3 % des peu éduqués, 19,3 % des moyennement éduqué, et 16,8 % des plus éduqués ont tendance à voter à droite (tableau dans l'annexe).

Tableau 3 – le vote et l'éducation

		Le niveau d'éducation			Total (%)
		Bas (%) ¹	Moyen (%)	Élevé (%)	
Vote	Gauche	39	55	70	56
	Centre	18	11	10	12
	Droite	43	34	20	32
N		286	506	363	1155

1 : Pourcentage de votants dans la catégorie d'âge.

χ^2 : $p < 0,001$

L'effet de l'éducation sur la tendance politique semble très important. Notre hypothèse est confirmée, car les électeurs les plus éduqués ont clairement tendance à voter pour les réformateurs. D'ailleurs, il semble que les mouvements réformateurs et conservateurs sont conscients de ce biais et adaptent leur discours selon les soucis de leur population cible. Les slogans les plus répétés chez les réformateurs renvoient souvent à des libertés d'expression dans le domaine des arts et de la culture, tandis que les conservateurs parlent souvent de sujets plus concrets et universels comme l'économie.

IV. La grandeur de la ville habitée

Les villes sont réparties en 5 catégories selon leur population. Une proportion de 32,4 % des répondants vivent dans les villes avec 5k habitants ou moins, et 48,1 % d'entre eux habitent dans les villes avec 10k ou plus d'habitants (le tableau des fréquences est disponible en annexe).

La grandeur de la ville habitée par le répondant n'a pas d'effet sur son vote selon nos résultats (le teste de χ^2 n'a pas révélé de relation significative). Ces résultats indiquent alors que les petites villes, contrairement aux attentes, ne votent pas forcément plus conservateur.

Tableau 4 – Le vote et la grandeur de la ville habitée

		Grandeur de la ville					Total
		5000 ou moins (%)	5000-9000 (%)	10000-49000 (%)	50000-99000 (%)	100000 et plus (%)	
Vote	Gauche	52	53	51	61	59	56
	Centre	13	12	16	6	10	11
	Droite	34	35	32	32	31	32
N		308	77	74	77	479	1015

P = 0,347

C'est un résultat intéressant, car au lendemain des élections, on a souvent coutume d'attribuer le vote conservateur aux habitants des milieux ruraux. Dans les élections de 2009, un argument important du camp du président Ahmadinejad contre les allégations de fraudes consistait à s'attribuer le vote

des milieux plus ruraux et à accuser les réformateurs de ne représenter qu'une minorité citadine. Nos résultats contredisent cet argument. Il est aussi probable pour les grandes villes de soutenir les réformateurs qu'il l'est pour les petites villes. À titre d'exemple, nous allons présenter quelques résultats des élections de 2005 (la première élection présidentielle effectuée après le sondage) qui montrent des victoires des réformateurs dans les petites villes et des victoires des conservateurs dans les métropoles.

D'après les résultats de l'élection présidentielle de 2005, à Ispahan, la capitale de la province d'Ispahan, avec plus de 1 200 000 électeurs admissibles, Ahmadinejad remporte 49,8 % des votes au premier tour, il obtiendra 69,6 % au second tour⁴⁹. À Bouchehr (150 000 électeurs admissibles), la capitale de la province de Bouchehr, Ahmadinejad gagne 23 % des votes au premier tour et 58 % au second ; dans la même province, au Deir, avec 32 048 électeurs admissibles, Hachemi Rafsandjani obtient 51 % des votes, contre les 46 % d'Ahmadinejad au second tour, les résultats du premier tour montrent 41 % des votes pour Hachemi Rafsandjani, contre 12,6 % pour Ahmadinejad. La ville de Téhéran est également remportée par Ahmadinejad avec 58 %. Il y avait plus de 5 500 000 électeurs admissibles à Téhéran.

3. Les facteurs liés aux attitudes

Les facteurs constituant des variables indépendants qui pourraient influencer sur le vote des électeurs sont leur niveau de religiosité, leur opinion sur les droits des femmes, leur opinion sur la démocratie comme forme de gouvernance et leur positionnement sur le sujet d'une économie privée face à une économie étatique.

⁴⁹ Les résultats sont obtenus du bureau des élections du ministère de l'Intérieur par l'auteur. Ces résultats étaient pour un temps disponibles sur le site du ministère (<http://moi.ir/>).

Dans un premier temps, nous allons tester la corrélation entre les variables indépendantes liées aux votes afin de nous assurer qu'elles peuvent être utilisées comme des indicateurs séparément. Comme il est montré dans le tableau suivant (tableau 10), ces variables, telles que définies et choisies, ne sont pas corrélées entre elles. Il n'existe qu'une corrélation négligeable entre la variable de la religiosité et la variable de l'opinion sur les droits des femmes. L'absence de corrélation entre ces variables est en soi intéressante. Nous nous attendions à voir plus de corrélation entre les variables de religiosité et d'attitudes envers la démocratie.

Tableau 5 – corrélation bivariée entre les variables liées aux attitudes

Corrélation bi-variée	Opinion sur le droit des femmes	Religiosité	Attitude envers la démocratie	Positionnement économique
Opinion sur le droit des femmes	1	0,201	0,037	-0,08
Religiosité	0,201	1	0,0168	-0,081
Attitude envers la démocratie	0,037	0,0168	1	0,0162
Positionnement économique	-0,08	-0,081	0,0162	1

Coefficient de Spearman.

Confiante que nos variables ne sont pas corrélées, nous allons maintenant étudier leur relation avec la variable dépendante de vote, une à la fois.

I. Niveau de religiosité

Avant d'arriver à des résultats concernant le niveau de religiosité, nous allons observer la répartition de la dénomination religieuse en Iran. La population iranienne est très homogène en ce qui a trait à la religion. Seuls 2 % des habitants forment la minorité religieuse, ce qui inclut les zoroastriens, les chrétiens, les juifs et les bahaïs. La dénomination religieuse des répondants a été recueillie dans le sondage sous quatre catégories : les musulmans (98,4 %), les chrétiens (0,3 %), les zoroastriens

(1,0 %) et les autres (0,4 %). À cause de la grande concentration d'une des catégories (musulman), nous avons exclu cette variable des analyses. Pourtant, étant donné que la répartition de la dénomination religieuse dans la population est très proche de la distribution des réponses du sondage, nous allons mentionner le résultat des analyses avant de nous attarder sur la question du niveau de religiosité⁵⁰. La proportion de l'électorat de gauche est légèrement plus élevée chez les chrétiens que chez les musulmans (64,3 % contre 54,1 %). Mais les répondants zoroastriens et autres ont affirmé voter pour les mouvements de gauche à 100 %.

La variable indiquant le niveau de religiosité des répondants est construite à partir de cinq catégories. Selon les résultats du sondage, 1,9 % des répondants ne se considèrent pas religieux du tout, 7,3 % pas religieux, 30,0 % sont partagés sur la question, 46,2 % se considèrent comme religieux, et 14,6 % sont très religieux.

La proportion des électeurs de gauche est clairement plus élevée chez les électeurs avec un faible niveau de religiosité. La répartition de l'électorat de droite montre encore mieux l'effet du niveau de religiosité sur la tendance politique.

Tableau 6 – le vote et le niveau de religiosité

		Religiosité					Total
		Pas du tout	Pas beaucoup	Centre	Religieux	Très religieux	
Vote	Gauche	66,7%	65,7%	69,7%	48,5%	31,6%	54,7%
	Centre	23,3%	15,7%	10,0%	11,4%	14,4%	12,1%
	Droite	10,0%	18,5%	20,3%	40,1%	54,0%	33,2%
N		30	108	379	511	174	1202

P < 0,001

⁵⁰ Selon le factbook de CIA, la distribution religieuse se présente comme suit : musulmans, 98 % (Shia 89 %, Sunni 9 %), autres (zoroastriens, juifs, chrétiens et baha'is) 2 %

Ces résultats me renvoient également à la théorie de Khosrokhavar (Khosrokhavar et Roy 1999) qui considère que la révolution et la république islamique ont réussi à séculariser l'islam du politique en Iran. Mes résultats ne montrent pas une sécularisation réalisée, mais montrent une séparation du comportement politique, manifesté par le choix électoral, entre les électeurs qui donnent plus ou moins d'importance à la religion.

II. Opinion sur le rôle de l'État dans l'économie

Pour ce qui est de la gestion économique et du rôle de l'État dans l'économie, avec une définition classique, 1,9 % des répondants sont pour une économie très étatique, 15,4 % sont pour une économie plutôt étatique, 69,6 % sont centristes, 12,4 % sont pour une économie plutôt privée et 0,7 % sont pour une économie très privée.

Tableau 7 – le vote et le positionnement économique

		Opinion sur le système économique					Total
		extrême gauche	gauche	centre	droite	extrême droite	
Vote	Gauche	41 %	46 %	53 %	74 %	50 %	55 %
	Centre	0 %	13 %	13 %	6 %	33 %	12 %
	Droite	59 %	41 %	33 %	20 %	17 %	33 %
N		22	198	812	158	12	1202

P < 0,001

Nous retrouvons 59,1 % de ceux qui ont une opinion très favorable à l'économie étatique parmi les électeurs des mouvements de droite conservateurs. Plus l'opinion des répondants est favorable à une économie de marché, moins ils ont tendance à voter pour les conservateurs. Il est utile de rappeler que le mouvement conservateur, qui est appelé la droite dans le langage politique iranien, a une vision plus socialiste de l'économie, et son conservatisme est de type social et religieux. Une tendance similaire dans le sens inverse peut être observée dans la proportion de l'électorat de gauche réformateur, mais celle-ci est beaucoup moins prononcée. Il ressort donc que l'économie et la

position des partis conservateurs sur le sujet sont un message bien reçu par la population qui en tient compte dans son choix électoral.

Il est intéressant de voir que le modèle économique préféré des électeurs a un plus grand effet sur le vote que l'opinion sur les droits des femmes. La question de la privatisation a été portée sur la scène politique après la guerre Iran-Irak et Hachemi Rafsandjani et Khatami, dans les 16 années qui ont suivi la fin de la guerre, ont guidé le pays vers une économie plus libérale. Ahmadinejad est arrivé sur la scène avec des promesses électorales qui paraissaient plus dans la logique d'une économie étatique même si, dans les 4 premières années de sa présidence, il n'a pas agi clairement dans ce sens. Les mots socialisme et capitalisme ne sont d'ailleurs jamais prononcés sur la scène politique iranienne, qui refuse l'allégeance à une idéologie occidentale ou orientale, et qui insiste sur la capacité de l'islam à suffire comme base idéologique pour un modèle économique.

III. Opinion sur la question de la démocratie comme forme de gouvernance

Parmi les répondants, 6,4 % ont un avis très favorable sur la démocratie comme forme de gouvernance, 32,9 % ont un avis plutôt favorable, 55,3 % sont partagés sur la question, 5,3 % ont un avis plutôt défavorable et 0,2 % ont un avis très défavorable sur la démocratie.

Tableau 8 – le vote et l'opinion sur la démocratie

		L'opinion sur la démocratie					Total
		très pro démocratie	pro démocratie	centre	anti démocratie	très anti démocratie	
Vote	Gauche	75,9%	66,0%	45,1%	34,3%	40,0%	54,7%
	Centre	6,9%	10,2%	13,8%	17,9%	0,0%	12,1%
	Droite	17,2%	23,8%	41,1%	47,8%	60,0%	33,2%
N		87	462	581	67	5	1202

P < 0,001

La proportion de l'électorat de droite augmente proportionnellement avec l'avis défavorable à la démocratie. Le soutien aux mouvements de gauche réformateurs diminue quand les opinions

deviennent moins favorables à la démocratie. Les deux catégories extrêmes pour et contre la démocratie reçoivent le nombre le moins élevé de votes de la part de l'électorat du centre (6,9 % pour les pro-démocratie et 0,0 % pour les anti-démocratie), mais étant donné le petit nombre de répondants dans cette catégorie, ce résultat peut être insignifiant.

IV. Positionnement sur la question des droits des femmes

Concernant la question des droits des femmes, 1,4 % des répondants ont un avis extrêmement favorable à des droits plus égalitaires pour les femmes, 20,1 % ont un avis relativement favorable, 55,5 % ne sont ni favorables ni défavorables, 22,0 % ont un avis relativement défavorable et 0,9 % sont extrêmement défavorables à des droits plus égalitaires pour les femmes.

Tableau 9 – le vote et l'opinion sur les droits des femmes

		women_right_5					Total
		Très pro droits	Pro droits	Centre	Anti droits	Très anti droits	
Vote	Gauche	65 %	61 %	56 %	47 %	33 %	55 %
	Centre	13 %	14 %	11 %	12 %	0,0%	12 %
	Droite	22 %	25 %	33 %	41 %	67 %	33 %
N		23	243	666	264	6	1202

P < 0,01

Les pourcentages du tableau croisé montrent une tendance à voter réformateur pour les électeurs avec une opinion favorable envers des droits accrus pour les femmes. L'augmentation et la diminution des pourcentages des votants de chaque camp sont constantes d'une catégorie à l'autre, et les centristes sont plus nombreux chez ceux qui sont plus favorables à des droits égalitaires.

Nos résultats confirment qu'une opinion favorable aux droits des femmes influence le vote réformateur. Ce résultat est très intéressant, car il est souvent coutume de compter le vote des femmes pour les réformateurs, avec la supposition qu'elles devraient être attirées par les positions plus égalitaires de ce mouvement. Nous avons vu que les femmes sont pourtant plus favorables au

mouvement conservateur. La relation entre le vote et l'opinion sur les droits des femmes nous montre que l'électorat plus sensible à ce sujet, et non les femmes, reconnaît en effet ces positions chez le mouvement réformateurs et vote selon ces positions. Les positions du mouvement réformateur sur le sujet des femmes constituent alors une distinction que l'électorat reconnaît, mais elles n'influencent pas forcément et automatiquement le vote des femmes, mais celui des partisans des droits des femmes.

4. Ensemble des facteurs

Nous venons de voir la relation entre chacune des variables liées aux attitudes et le vote. Nous allons à présent vérifier un dernier point, à savoir si combinées, ces variables influenceraient encore le vote.

Tableau 10 – régression entre le vote et toutes les variables indépendantes

	Gauche/Droite β (erreur type)- p-value	Centre/Droite β (erreur type)- p-value
Sexe	-0,535 (0, 163) – 0,001	-0,448 (0,238) – 0,060
Âge	-0,158 (0,060) – 0,008	0,063 (0,080) – 0,431
Niveau d'éducation	0,401 (0,111) – 0,000	-0,118 (0,166) – 0,478
Religiosité	-0,623 (0,095) – 0,000	-0,610 (0,130) – 0,000
Avis sur le droit des femmes	-0,259 (0,115) – 0,025	-0,429 (0,168) – 0,010
Avis sur la démocratie	-0,551 (0,114) – 0,000	0,016 (0,164) – 0,920
Positionnement économique	0,393 (0,130) – 0,003	0,383 (0,191) – 0,045

Significatif à 0,05

Le tableau ci-dessus (tableau 10) montre le résultat de la régression entre l'ensemble des variables indépendantes et le vote, sauf la variable de la grandeur de la ville habitée. Nous avons exclu cette variable du test de la régression, car aucune relation n'avait été observée entre cette variable et le

vote. Le nombre total des cas valides (sur un total de 2532 cas) était de 983, dont 562 ont voté à gauche, 111 au centre, et 310 à droite⁵¹.

En ce qui concerne les variables liées aux attitudes, l'analyse de régression confirme l'effet de l'attitude sur la démocratie et le niveau de religiosité des répondants sur leur choix électoral. Elle montre également que les deux autres variables du positionnement économique et de l'opinion sur les droits des femmes influencent le choix électoral. Confirmant les tableaux croisés, nous observons que l'effet des variables liées aux attitudes sur le vote réformateur est dans la direction attendue. C'est-à-dire que les électeurs moins religieux, plus favorables à la démocratie, reconnaissant plus de droit pour les femmes et économiquement plus libéraux votent pour ce mouvement. Nous pouvons alors conclure que le vote pour le mouvement réformateur est un vote pour la démocratie, car il est clairement lié aux attitudes des électeurs envers la démocratie.

Les résultats de la régression nous montrent un effet égal de la religiosité et de l'attitude envers la démocratie sur le vote ($\beta = 0,6$). Nous pouvons interpréter ces résultats de deux manières. Une première lecture serait de dire que l'effet des attitudes envers la démocratie est accompagné de l'effet de la religiosité pour influencer le choix électoral en Iran. La religiosité est alors un facteur déterminant du vote réformateur en Iran, à côté des attitudes envers la démocratie. Une deuxième lecture, se basant sur une définition plus séculaire de la démocratie, marquant la séparation de l'église et de l'État comme une nécessité pour sa réalisation, interpréterait le faible niveau de la religiosité

⁵¹ Model Fitting Information :

Model	Model Fitting Criteria	Likelihood Ratio Tests		
	-2 Log Likelihood	Chi Square	Df.	Sig.
Intercept Only	1,667E3			
Final	1,469E3	197,663	14	0,000

des électeurs réformateurs comme une preuve de plus que le vote pour le mouvement réformateur est un signe de la demande de ses électeurs pour une gouvernance plus démocratique.

Deux autres points nous paraissent intéressants à mentionner. Primo, l'importance de l'économie comme facteur déterminant du vote. Comme nos résultats l'ont démontré, l'opinion des électeurs sur le modèle économique approprié pour le pays, à savoir étatique ou privé, a un effet important sur le choix de vote des électeurs. L'électorat iranien fait un choix idéologique le concernant. Ce choix est dissocié des positions des mouvements de droite et de gauche sur les valeurs démocratiques. Ce qui veut dire que les différends des mouvements réformateurs et conservateurs sur les questions des libertés sociales ne sont pas toujours décisifs dans le choix électoral et surtout que l'électorat reçoit et perçoit les positions économiques des deux mouvements correctement et basent leur vote sur ce positionnement.

Secundo, la relation entre les attitudes des électeurs et leur choix de vote. Selon les tableaux croisés 6 à 9, la force des attitudes des électeurs suit des tendances plus évidentes quand il s'agit du choix de vote de « droite » plutôt que de « gauche ». Le pourcentage des électeurs de droite augmente de manière continue et franche lorsque le niveau de la religiosité monte. La réduction de la part des électeurs de gauche n'est visiblement pas aussi parlante. Ce fait nous semble très important, car il est révélateur du statut fragile du mouvement réformateur attirant des électeurs qui, de toute évidence votent pour lui en absence d'autres mouvements politiques viables.

5. Conclusion –

Le vote pour le mouvement réformateur est-il un vote pour la démocratie ?

Nous avons établi que le mouvement réformateur est plus démocratique que le mouvement conservateur en Iran. Nous avons vérifié, par les données de sondage, la relation entre les attitudes des électeurs et leur vote pour voir si la théorie du vote idéologique est valable en Iran et chez les électeurs réformateurs et si, en particulier, les attitudes envers la démocratie orientent le vote.

Pour dresser un portrait de l'électorat iranien et pour examiner les idées reçues sur la sociologie électorale en Iran, nous avons étudié certains facteurs sociodémographiques dans leur relation avec le vote. Les spéculations sur l'origine du vote réformateur en Iran, qui l'attribueraient aux jeunes, aux femmes, aux intellectuels et aux habitants des milieux urbains, ne sont confirmées qu'en partie par nos résultats. Les jeunes et les électeurs plus éduqués sont en effet plus nombreux à voter pour le mouvement réformateur. Toutefois, contrairement à la croyance générale, les femmes votent davantage pour le mouvement conservateur, et la grandeur de la ville n'est pas un facteur déterminant du comportement électoral. L'électorat iranien présente ainsi une image plus homogène à travers sa géographie et une image plus semblable à celle des pays occidentaux en ce qui concerne le comportement électoral des femmes.

Pour répondre à notre question de recherche, nous avons vérifié la relation entre certains facteurs liés aux attitudes des électeurs et leur choix électoral. La tendance du vote semble être influencée par le niveau de religiosité, par l'opinion de l'électeur sur la démocratie comme forme de gouvernance et sur le système économique approprié pour le pays ainsi que par son avis sur la question des droits des femmes. La tendance dégagée par ces corrélations révèle que les électeurs moins religieux, plus favorables à des préceptes démocratiques, économiquement plus libéraux et partisans des droits des femmes votent pour le mouvement réformateur (ou la gauche iranienne), et les électeurs plus

religieux, moins favorables à des préceptes démocratiques, économiquement plus socialistes et moins sensibles à la question des droits des femmes votent pour le mouvement conservateur (ou la droite iranienne).

Les variables sociodémographiques ont été étudiées comme des variables de contrôle, mais nous avons également voulu vérifier si elles conservent leur pouvoir de prédiction par rapport aux variables liées aux attitudes. À cette fin, nous avons effectué un test de régression multinomiale logistique utilisant toutes les variables dépendantes qui avaient démontré une relation avec le vote, c'est-à-dire l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le niveau de religiosité, l'attitude envers la démocratie, l'opinion sur l'économie, l'opinion sur les droits des femmes. L'effet combiné des variables démontre à nouveau des relations entre chacune des variables, et ce, dans le sens attendu.

Nous nous demandions si le vote pour les réformateurs pourrait être interprété d'une certaine façon comme un vote pour la démocratie. Nous estimons que la réponse à cette question est positive. Le vote réformateur est un vote pour la démocratie, car d'après nos résultats, l'attitude positive des électeurs envers la démocratie les mène à voter pour le mouvement réformateur. Nous avons pourtant constaté que le niveau de religiosité des électeurs a un effet aussi important sur leur vote pour le mouvement réformateur que leur attitude envers la démocratie. Nous tenons à rappeler ici qu'en l'absence d'un nombre satisfaisant de sondages nationaux, fiables et accessibles, nos choix de variables et la portée de nos résultats dépendent en partie des données disponibles.

Les résultats confirment donc notre hypothèse selon laquelle le vote, et par conséquent le vote pour le mouvement réformateur, est de nature idéologique, et que les électeurs du mouvement réformateur de toute évidence reconnaissent les positions de ce mouvement et votent en conséquence.

Comment ces résultats nous aident-ils à comprendre la situation politique actuelle en Iran ou même à considérer des scénarios possibles pour l'avenir ?

Le niveau de religiosité et l'attitude envers la démocratie sont aussi importants l'un que l'autre dans le choix électoral des votants, et les électeurs économiquement plus libéraux sont plus nombreux à voter pour le mouvement réformateur. Il ne serait donc pas exagéré de dire que ce mouvement représente, probablement malgré lui, une démocratie libérale et séculaire. Cela ne veut pas dire que tout mouvement démocrate en Iran recherche une démocratie à l'occidentale, mais que ceux qui y aspirent votent plus distinctement pour le mouvement réformateur. Il est d'ailleurs difficile de juger de la proportion de la population qui est en faveur de ce type de démocratie. Selon Žižek, Hodjatoleslam Mehdi Karroubi représente le fragment du mouvement réformateur qui ne chercherait pas une démocratie à l'occidentale⁵². Il perçoit Mir-Hossein Moussavi, le candidat réformateur, appuyé par Khatami et ayant un grand soutien populaire, comme le représentant d'une forme de mouvement populaire musulman (Žižek 2009).

Le sondage contient une grande proportion de répondants indécis ou d'électeurs du centre. Le taux de participation de 83 % lors des élections de juillet 2009 nous laisse deviner que ces répondants voteraient lors des élections. Nous avons conclu également que les électeurs réformateurs paraissent plus hétérogènes dans leurs attitudes que les électeurs conservateurs qui, eux, montrent une plus forte relation entre leurs attitudes et leur vote. Ces éléments laissent entrevoir un autre scénario possible. Avec une base électorale qui vote selon son idéologie, le mouvement conservateur peut attirer les moins fervents des électeurs réformateurs en rapprochant sa position sur certains enjeux, comme l'économie, de la position centrale. Cette conjoncture offrirait aux conservateurs la possibilité de garder le pouvoir.

Dans les recherches que j'ai effectuées pour mon mémoire, je me suis heurtée à un manque d'information et d'études sur les élections dans les pays du Moyen-Orient présentant une optique

⁵² Mehdi Karroubi était le candidat réformateur aux élections de juillet 2009, chef du parti Confiance nationale (*e'tem Ad-e melli*).

micro et se basant sur le comportement individuel des électeurs. Il est alors pertinent d'étudier le comportement électoral dans des pays comme l'Afghanistan ou l'Irak, et ce, pour deux raisons. D'un côté, il est intéressant d'analyser les stratégies des électeurs et l'utilisation qu'ils font des élections ainsi que leur opinion et leur perception des élections dans une situation loin d'être idéale. D'un autre côté, l'émergence des partis politiques et des structures démocratiques nous permet d'observer la genèse des habitudes politiques des électeurs, ce qui pourrait nous aider également à comprendre les comportements électoraux dans les pays démocratiques où les élections ne sont plus chose nouvelle.

Références et bibliographie

1. Sites web et journaux

Site web du ministère de l'Intérieur :

<http://moi.ir/Portal/Home/Default.aspx?CategoryID=0589d5b1-4f2f-4e4e-90c0-fc80ae138404>

Journal *E'temad meli* : <http://www.magiran.com/ppdf/5061/p0506109930011.pdf>

Informations d'Associated Press : <http://www.highbeam.com/doc/1P1-19528742.html>

Le site web de *Factbook* de CIA : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>

Le site web de World Values Survey : <http://www.worldvaluessurvey.org>

Le site de BBC : http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8051750.stm

2. Livres et articles

Abdo, Geneive. 1999-a. « Electoral Politics in Iran ». *Middle East Policy*. Vol. 6. No 4, juin.

Abdo, Geneive. 1999-b. « Days of Rage in Theran ». *Middle East Policy*. Vol. 7. No 1, octobre.

Abrahamian, Ervand. 2009. « Why The Islamic Republic Has Survived ». *Middle East Report*. No. 250. Printemps 2009.

Achterberg, Peter et Houtman Dick. 2006. « Why do so many people vote 'unnaturally'? A cultural explanation for voting behaviour ». *European Journal of Political Research*. 45: 75-92.

Al-Khuthaila, Hend. 2005. « The meaning of Saudi Elections ». *American Behavioral Scientist*. Vol 49, No 4, décembre 2005. 605-609.

Ai Camp, Roderic. 2004. « Citizen Attitudes toward Democracy and Vicente Fox's Victory in 2000 » (25-46). Dans Dominguez, Jorge I. et Lawson, Chappell. 2004. *Mexico's Pivotal Democratic Election*. Stanford University Press. California.

Ajami, Joseph. 2005. « Lebanese Elections 2005 Version: Land Liberation or Mind Liberation? ». *American Behavioral Scientist*. Vol 49; No 4 : 634-639

- Akarca, Ali T.; Tansel, Aysit. 2007. « Social and economic determinants of Turkish voter choice in the 1995 parliamentary election ». *Electoral Studies*. vol. 26, no. 3, pp. 633-647, Sept. 2007.
- Akarca, Ali T.; Tansel, Aysit. 2006. « Economic Performance and Political Outcomes: An Analysis of the Turkish Parliamentary and Local Election Results between 1950 and 2004 ». *Public Choice*. vol. 129, no. 1-2, pp. 77-105, Oct 2006.
- Almond, G. And Verba, S. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes And Democracy In five Nations*. Boston, Ma: Little, Brown & Co.
- Anderson, Liam, Stansfield, Gareth. 2005. "The Implications of Elections for Federalism in Iraq : Toward a Five-Region Model". *Publius: The Journal of Federalism*. 35(3):359-382.
- Bakhash, Shaul. 2003. « Iran's Remarkable Election ». Dans Larry Diamond, Marc F. Plattner et Daniel Brumberg, dir., *Islam and Democracy in the Middle East*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 109-123.
- Bakhtiari, Bahman. 1996. *Parliamentary Politics in Revolutionary Iran : The Institutionalization of Factional Politics*. University Press of Florida.
- Balaghi, Shiva. 2009. « Cultural Policy in the Islamic Republic of Iran ». *Middle East Report*. (The Islamic Revolution at 30). MER 250 : printemps : 15.
- Bani-E'temad, Rakhshan. 2009. Documentaire « Nous sommes la moitié du peuple iranien », conversation avec les candidats à la présidence dans les élections de 2009 sur les droits des femmes.
- Barkey Henri J. et Çongar, Yasemin. 2007. « Deciphering Turkey's Elections : The Making of a Revolution ». *World Policy Journal*. Automne 2007, Vol. 24, No. 3, Pages 63-73.
- Barwig, Andrew. 2009. « How Electoral Rules Matter : Voter Turnout in Morocco's 2007 Parliamentary Elections ». *The Journal of North African Studies*. Vol 14, No. 2, June 2009, 289-307.
- Bashirieh, Hussein. 2003. *Le passage à la démocratie*, édition Mo'aser, Téhéran. (livre en persan)
- Baslevant, Cem; Kirmanoglu, Hasan; Senatarlar, Burhan. 2005. « Empirical Investigation of Party Preferences and Economic Voting in Turkey ». *European Journal of Political Research*. vol. 44, no. 4, pp. 547-562, juin 2005.
- Bellin, Eva. 2004. « The Robustness of Authoritarianism in the Middle East : Exceptionalism in Comparative Perspective ». *Comparative Politics* : 36,2 : 139-157.
- Boroumand, Ladan et Boroumand, Roya. 2003. « Is Iran Democratizing ? Reform a t an Impass ». Dans Larry Diamond, Marc F. Plattner et Daniel Brumberg, dir., *Islam and Democracy in the Middle East*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 130-144.
- Braungart, R. G. et Braungart, M. M. 1986. « Life-Course and Generational Politics ». *Annual Review of Sociology*. 12 : 205-231.
- Bowler, S. Donovan, T. 2002. « Democracy, Institutions and Attitudes about Citizen Influence on Government ». *British Journal Of Political Science*. Vol. 32 – 2 : 371-390.
- Campbell, Angus, Converse, Philip, E., Miller, Warren, E., Stokes, Donald, E. 1960. *The American Voter*. New York : Wile.

- Carkoglu, Ali. 2005. « Political Preferences of the Turkish Electorate: Reflections of an Alevi-Sunni Cleavage » *Turkish Studies*, vol. 6, no. 2, pp. 273-292, June 2005.
- Clarke, Harold D., Sanders, David, Stewart, Marianne C., Whiteley, Paul. 2004. *Political Choice in Britain*. Oxford : Oxford University Press.
- Colton, Timothy J. et McFaul, Michael. 2003. Popular Choice and Managed Democracy – The Russian Elections of 1999 and 2000 ». The Brookings Institution, Washington D.C.
- Cox, Kevin R. 1970. « Geography, Social Context, and Voting Behaviour in Wales 1861-1951 ». Dans Eric Allard et Stein Rokkan, dir. *Mass Politics*. New York : The Free Press.
- Chu, Yun-han, Bratton, M. Lagos, M. Shastri, S. Tessler, M. 2008. «Public Opinion and Democratic Legitimacy ». *Journal Of Democracy*. Vol. 19. No. 2, p 74-87.
- Cutler, Fred. 2002. « The Simplest Shortcut of All: Sociodemographic Characteristics and Electoral Choice ». *The Journal Of Politics*. Vol 64. No 2. May 2002. Pp 466–490.
- Dalton, Russell J. 1994. « Communists and democrats: Attitudes toward democracy in the two Germanies ». *British Journal of Political Science*, Vol. 24, No. 4, p 469-493
- Dalton, Russell J. 2000. « Citizen Attitudes and Political Behaviour ». *Comparative Political Studies*. 33 : 912-940.
- Dawisha, Adeed, Diamond, Larry. 2006. « Iraq's Year of Voting Dangerously ». *Journal Of Democracy*. Vol 17; No 2, pp 89-103.
- De Bellaigue, Christopher. 2001. « Iran's Last Chance for Reform? ». *The Washington Quarterly* 24:4 (automne) : 71–80.
- Delli Carpini, Michael et Keeter, Scott. 1996. *What Americans Know about Politics and Why It Matters*. New Haven, Connecticut : Yale University Press.
- Diamond, Larry, Plattner, Marc F et Brumberg Daniel. 2003. *Islam and democracy in the Middle East*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Downs, A. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York : Harper and Row.
- Ganji, Akbar. 2008. *The Road to Democracy in Iran*. Boston : The MIT Press.
- García-Rivero, Carlos et Kotzé, Hennie. 2007. « Electoral Support For Islamic Parties In The Middle East And North Africa ». *Party Politics*. VOL 13.No.5 pp. 611–636.
- Gavrielides, Nicolas. 1987. « Tribal Democracy: The Anatomy of Parliamentary Elections in Kuwait ». Dans Layne, Linda L . Ed. 1987. *Elections in the Middle East : implications of recent trends*. Boulder, Colo. : Westview Press
- Ghufran, Nasreen. 2006. "Afganistan in 2005: the challenges of Reconstruction". *Asian Survey*, Vol. XLVI, NO. 1, Janvier/Février 2006.
- Gleave, Robert. 2007. « Conceptions of Authority in Iraqi Shi'ism : Baqir al-Hakim, Ha'iri and Sistani on Ijtihad, Taqlid and Marja'iyya ». *Theory, Culture & Society*, Vol. 24, No. 2, 59-78.

- Haggard, Stephan et Kaufman, Robert R. 1997. « The Political Economy of Democratic Transitions ». *Comparative Politics*, Vol. 29, No. 3, Transitions to Democracy: A Special Issue in Memory of Dankwart A. Rustow (Apr., 1997), pp. 263-283.
- Hajjarian, Sai'id. 2000. « Existing Political Vessels Cannot Contain the Reform Movement :A Conversation with Sai'id Hajjarian ». *Middle East Report Online*. 13 mars. <http://www.merip.org/mero/mero031300.html>.
- Hamdy, Iman A. 2004. *Elections in the Middle East : What Do They Mean ?* The American University in Cairo Press.
- Hartley, John. 2005. "Iraq : amidst carnage some optimism". *Australian Journal of International Affairs*. Vol. 59. No. 2. pp. 121-126, juin 2005.
- Hoodfar, Homa. 2009. « Activism Under the Radar : Volunteer Women Health Workers in Iran ». *Middle East Report*. (The Islamic Revolution at 30). MER 250 : printemps : 56-60.
- Huntington, Samuel P., Joan M. Nelson. 1976. *No easy choice: political participation in developing countries*. Harvard University.
- Inglehart, Ronald. 2000. « Culture and democracy ». In: Harrison, L. E. and Huntington, S., eds. *Culture matters: how values shape human progress*. New York: Basic Books.
- Inglehart, Ronald et Norris, Pippa. 2000. « The Developmental Theory of the Gender Gap: Women's and Men's Voting Behavior in Global Perspective ». *International Political Science Review*. 21 : 441.
- Jonhson, Thomas, H. 2006. "Afganistan's post-Taliban transition: the state of state-building after war". *Central Asian Survey*. Mars-juin 2006. 25 (1-2), 1-26.
- Kalpakistan, Jack Vahram. 2008. « A Tug-Of-War over Islam: Religious Faith, Politics, and the Moroccan Response to Islamist Violence ». *Journal Of Church And State*. HeinOnline -- 50 J. Church & St. 121 2008.
- Karimian, Ramin. 2009. « The Reformist Moment and the Press ». *Middle East Report*. (The Islamic Revolution at 30). MER 250 : printemps : 16.
- Key, V.O. 1961. *Public opinion and american democracy*. New York. NY : Alfred A. Knopf.
- Khatam, Azam. 2009. « The Islamic Republic's Failed Quest for the Spotless City ». *Middle East Report*. (The Islamic Revolution at 30). MER 250 : printemps : 44-49.
- Khatami 1997 : « Iran : entrevue avec Khatami ». 1997. *Jomburi-e Eslami*. 25 février. P 14-15. FBIS-NES-97-047, 25 février 1997.
- Khosrokhavar, Farhad. 2004. « The New Intellectuals in Iran ». *Social Compass* 51(2) : 191-202.
- Khosrokhavar, Farhad , Roy, Olivier. 1999. *Iran : Comment sortir d'une révolution religieuse*. Paris : Seuil.
- Klingemann, Hans-Dieter, Fuchs, Dieter, et Zielonka Jan. 2006. *Democracy and political culture in Eastern Europe*. New York : Routledge.

- Komano, Kinichi. «The Role of Elections in the Peace-Building and Reconstruction of Afghanistan ». *Asia-Pacific Review*. Volume 12, Number 1, May 2005 , pp. 1-16(16).
- Landau, Jacob M., Özbudun, Ergun et Tachau, Frank. 1980. *Electoral politics in the Middle East : issues, voters, and elites*. Croom Helm ; Hoover Institution Press.
- Layne, Linda L . 1987. « Tribesmen as Citizens: « Primordial Ties » and Democracy in Rural Jordan ». Dans Layne, Linda L . Ed. 1987. *Elections in the Middle East : implications of recent trends*. Boulder, Colo. : Westview Press.
- Layne, Linda L . Ed. 1987. *Elections in the Middle East : implications of recent trends*. Boulder, Colo. : Westview Press
- Layne, Linda L . 1994. *Home and Homeland: The Dialogics of Tribal and National Identities in Jordan*. Princeton University Press.
- Lensky, G. 1963. *The Religious Factor : A Sociologist's Inquiry*. New York : Anchor Books.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy ». *American Political Science Review*, 53 (1): 69-105.
- Lipset, Seymour Martin. 1960. *Political man*. New York: Doubleday.
- Lu, Chunlong. 2007. *The Middle Class and Political Change in China :China's Middle Class's Attitudinal and Behavioural Orientations Towards Democracy*. Dissertation for Doctorate of philosophy, Old Dominion University. Virginia.
- Lust-Okar, Ellen. 2006. « Elections under authoritarianism: Preliminary lessons from Jordan », *Democratization*, 13: 3, 456— 471.
- Manza, J. et Brooks, C. 1998. «The Gender Gap in US Presidential Elections: When? Why? Implications? ». *American Journal of Sociology*. 103 (5) : 1235–1266.
- Manza, J. et Wright, N. 2003. « Religion and Political Behaviour ». Dans M. Dillon, dir. *Handbook of the Sociology of Religion*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Miller, Judith. 1993. The challenge of radical Islam. *Foreign Affairs*, vol. 72, no. 2, pp. 43.
- Mir-Hosseini, Ziba. 2004. « Fatemeh Haqiqatjoo and the Sixth Majles: A Woman in Her Own Right ». *Middle East Report*. MER 233 : hivers : 50-55
- Mufti, Malik. 1999. « Elite Bargains and the Onset of Political Liberalization in Jordan ». *Comparative Political Studies*, Vol. 32, No. 1, 100-129.
- Niemi, Richard G, Weisberg, Herbert F. 1993. *Controversies in voting behavior*. Washington, D.C. : CQ Press.
- Niemi, Richard G, Weisberg, Herbert F. 2001. *Controversies in voting behavior*. Washington, D.C. : CQ Press.
- Norris, Pippa et Mattes, Robert. 2003. « Does ethnicity determine support for the governing party? ». Paper provided by Harvard University, John F. Kennedy School of Government in its series Working Paper Series with number rwp03-009.

- Nozari, Ezatolah. 2001. *L'histoire des partis politiques en Iran*. Édition Navid –e Shiraz. (livre en persan)
- Ono, Motohiro. 2005. "The Election in Iraq". *Asia-Pacific Review*. Vol. 12. No. 1.
- Polat, Rabia Karakaya. 2009. « The 2007 Parliamentary Elections in Turkey : Between Securitisation and Desecuritisation ». *Parliamentary Affairs*. Vol. 62. No. 1 : 129-148.
- Razavi-Faqih, Saeed. 2003. « » Our Letter to Khatami Was a Farewell »: An Interview with Saeed Razavi-Faqih ». *Middle East Repor Online*. 15 juillet. <http://www.merip.org/mero/mero071503.html>
- Reynolds, Andrew. 2006. « The Curious Case of Afghanistan ». *Journal of Democracy*. 17.2 (2006) 104-117.
- Robinson, Glenn E. 1998. « Defensive Democratization in Jordan ». *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 30, No. 3 (Aug., 1998), pp. 387-410.
- Rose, R., Mishler, W. And Haerpfer, C. 1998. *Democracy and its alternatives: understanding post-communist societies*. Cambridge: Polity Press.
- Rustow, Dankwart A. 1970. « Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model », *Comparative Politics*, 2 (April 1970), 337-63.
- Saaloukh, Bassel F. 2006.« The Limits of Electoral Engineering in Divided Societies : Elections in Postwar Lebanon ». *Canadian Journal of Political Science*. 39:3 (septembre2006) 635–655.
- Sadeghi, Fatemeh. 2009. « Foot Soldiers of the Islamic Republic's « Culture of Modesty ». *Middle East Report*. (The Islamic Revolution at 30). MER 250 : printemps : 50-55.
- Sadighi, Ramin, et Mahdavi, Sohrab. 2009. « The Song Does Not Remain the Same ». *Middle East Repor Online*. 12 mars. [Http://www.merip.org/mero/mero031209.html](http://www.merip.org/mero/mero031209.html).
- Salimi, H. 2005. *L'autopsie de la mentalité des réformistes* (kAlbod shekAfi-ezehniat eslAh garAyAn). Téhéran : Éditions GAm-e no. (texte en persan).
- Schnabel, Albrecht. 2003. « A Rough Journey : Nascent Democratization in the Middle East ». Dans Amin Saikal et Albrecht Schnabel, dir. *Democratization in the Middle East : Experiences, Stuggles, Challenges*, The United Nations University Press.
- Sears, D.O. et Valentino. N.A. 1997. « Politics Matters: Political Events as Catalysts for Pre-adult Socialisation ». *American Political Science Review*. 91:45-65.
- Secor, A. J. 2001. « Ideologies in crisis: political cleavages and electoral politics in Turkey in the 1990s ». *Political Geography*. Volume 20, Issue 5, June 2001, Pages 539-560.
- Shi, Tianjian. 1999. « Voting Behavior in Plebiscitary and Limited- Choice Elections ». *The Journal of Politics*. Vol. 61, No. 4 (Nov., 1999), pp. 1115-1139.
- Strudel, Sylvie. 2007. « Enquête post-électorale présidentielle 2007, Nicolas Sarkozy: Analyse socio-démographique et politique des votes ». *Centre de recherches politiques de sciences po, voir* : <http://www.cevipof.msh-paris.fr/PEF/2007/V2/PEF07V2-SarkozySS.pdf>

- Tachau, Frank. 1994. *Political parties of the Middle East and North Africa*. Westport, Conn. : Greenwood Press.
- Tessler, Mark et Altinoglu, Ebru. 2004. « Political Culture in Turkey: Connections Among Attitudes Toward Democracy, the Military and Islam ». *Democratization*, 11:1, 21 – 50.
- Tessler, Mark, Gao, Eleanor. 2008. « Democracy and the political culture orientations of ordinary citizens ».
- Terhalle, Maximilian. 2007. « Are the Shia Rising? ». *Middle East Policy*. Vol. 14; No. 2 : 69-83.
- Yaphe, Judith S. 2008. « Iraq : Are we There Yet ? ». *Current History*. Vol. 107, no. 713, pp. 403-409, Dec 2008.
- Zaller, John. 1992. *The Nature and Origin of Mass Opinion*. New York : Cambridge University Press.
- Žižek , Slavoj. 2009. « Populism, Democracy and Iran ». *Fourth lecture from the « Notes Towards a Definition of Communist Culture » Masterclass Institute for the Humanities*. Birkbeck College, 17. June 2009, 3:00pm. (Dernier accès à <http://www.youtube.com/user/TheMariborchan> le 24 novembre 2009).

Annexe

1. Les questions prises en compte pour chaque sujet :

— Opinion sur le droit des femmes —

Do you agree or disagree with the following statements?

1. When jobs are scarce, men should have more right to a job than women (agree, disagree, neither, DK)
2. Do you think that a woman has to have children in order to be fulfilled or is this not necessary? (Needs children, Not necessary, Don't know [DO NOT READ OUT])
3. If a woman wants to have a child as a single parent but she doesn't want to have a stable relationship with a man, do you approve or disapprove? (Approve, Disapprove, Depends [IF VOLUNTEERED], Don't know [DO NOT READ OUT])

For each of the following statements I read out, can you tell me how much you agree with each. Do you agree strongly, agree, disagree, or disagree strongly? (Agree strongly, Agree, Disagree, Strongly disagree, DK)

4. “A working mother can establish just as warm and secure a relationship with her children as a mother who does not work”
5. “Being a housewife is just as fulfilling as working for pay”
6. “On the whole, men make better political leaders than women do”
7. “A university education is more important for a boy than for a girl”

How important are these traits in women? (one to 5 degree of importance) [Not in the root document]

8. Being a good mother
9. Being a good wife
10. Being a religious person
11. Being educated
12. Being independent

For each of the following statements I read out, can you tell me how much you agree with each. (5 degrees)

13. It is ok to have more than one wife.
14. A Wife must obeys her husband.
15. Do you think civil mariage is important ? (5 degrees)
16. How much confidance do you have in women’s movemets? (4 degree)

— **Opinion sur la privatisation** —

1. There is a lot of discussion about how business and industry should be managed. Which of these four statements comes closest to your opinion?
 - The owners should run their business or appoint the managers
 - The owners and the employees should participate in the selection of managers
 - The government should be the owner and appoint the managers
 - The employees should own the business and should elect the managers
 - Don't know [DO NOT READ OUT]

How would you place your views on this scale? (1 means you agree completely with the statement on the left; 10 means you agree completely with the statement on the right; and if your views fall somewhere in between, you can choose any number in between)

2. “Incomes should be made more equal” (left), or “We need larger income differences as incentives for individual effort”. (right).
3. “Private ownership of business and industry business should be increased”, (left) or, “Government ownership of and industry should be increased”. (right)
4. “The government should take more responsibility to ensure that everyone is provided for” (left), or “People should take more responsibility to provide for themselves”. (right)

— **Attitude envers la démocratie** —

I'm going to describe various types of political systems and ask what you think about each as a way of governing this country. For each one, would you say it is a very good, fairly good, fairly bad or very bad way of governing this country?(very good, fairly good, bad, very bad, dk)

1. Having the army rule
2. Having a democratic political system

I'm going to read off some things that people sometimes say about a democratic political system. Could you please tell me if you agree strongly, agree, disagree or disagree strongly, after I read each one of them?(agree strongly, agree, disagree, strongly disagree, dk)

3. In democracy, the economic system runs badly
4. Democracies are indecisive and have too much quibbling
5. Democracies aren't good at maintaining order
6. Democracy may have problems but it's better than any other form of government

— **Niveau de religiosité** —

Which, if any, do you consider to be especially important [in is a list of qualities that children can be encouraged to learn at home]?

1. Religious faith (important, not mentioned)

Generally speaking, do you think that the religious authorities in your country are giving adequate answers to: (yes, no, dk)

2. The moral problems and needs of the individual
3. The problems of family life
4. People's spiritual needs
5. The social problems facing our country today

For each activity, would you say you do them every week or nearly every week; once or twice a month; only a few times a year; or not at all?

6. Spend time with people at your church, mosque or synagogue

I am going to name a number of organizations. For each one, could you tell me how much confidence you have in them: is it a great deal of confidence, quite a lot of confidence, not very much confidence or none at all?

7. The churches
8. Apart from weddings, funerals and christenings, about how often do you attend religious services these days? (More than once a week, Once a week, Once a month, Only on special holy days, Once a year, Less often, Never or practically never)
9. How often do you pray to God outside of religious services? Would you say (every day, more than once a week, once a week, at least once a month, several times a year, less often, never, Don't know)

[Not in the root document: (a country specific question)]

How frequently do you perform the five prescribed prayers of the Islam (5 degrees)

How frequently do you perform in the mosque (5 degrees)

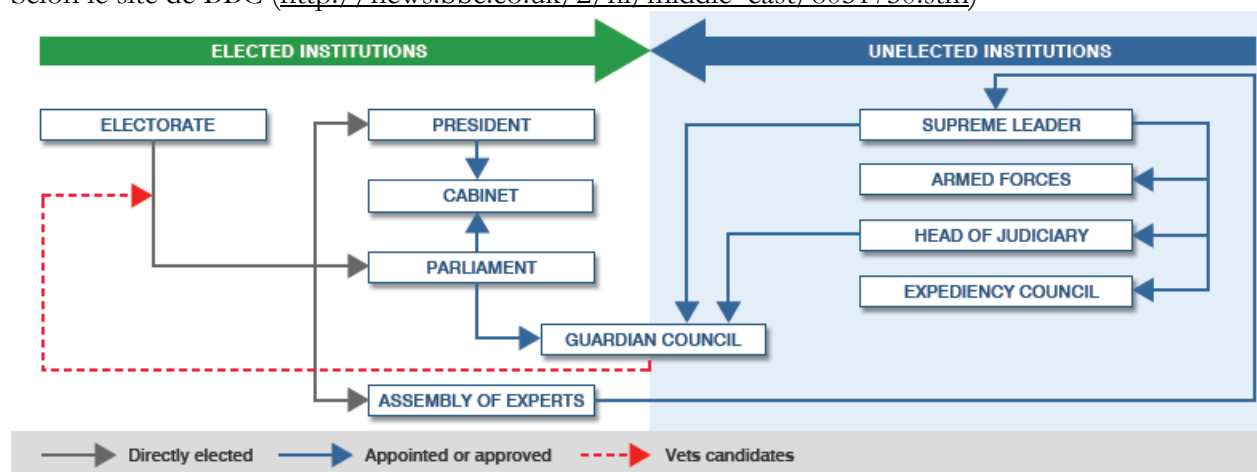
How important are these traits in women? (one to 5 degree of importance)

10. Wearing a Veil

2. Système politique iranien

La Constitution iranienne instaurée en 1979 présente une formule politique, qui prévoit des élections présidentielles tous les quatre ans. La Constitution a été votée en 3 décembre 1979 par voie de référendum, et elle a été révisée en 1989, par la même voie pour donner plus de pouvoir au président et pour supprimer le poste du premier ministre.

Selon le site de BBC (http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8051750.stm)



Le président de la République est le chef du pouvoir exécutif, dont l'indépendance est garantie dans la loi. Il a la responsabilité de nommer des ministres et des conseillers, qui doivent avoir le vote de confiance du Parlement. À tout moment pendant sa présidence, le Parlement a le droit de demander des explications du président ou ses ministres. Ces séances de questionnement peuvent être privées ou ouvertes au public. Si le Parlement décide que les enjeux sont assez importants, il a le droit de suspendre son vote de confiance à un des ministres, tout le cabinet ou la personne du président, et ne le leur accorder qu'après la ou les séances de questionnement, ce qui peut destituer le ministre, faire tomber le gouvernement ou le président.

L'élection présidentielle est une élection majoritaire à deux tours. Le président est élu par suffrage direct. Il ne peut être élu que pour deux mandats consécutifs. Dans les élections tenues après la révolution iranienne, il y a eu un minimum de deux candidats, et un maximum de treize pour occuper la poste présidentiel. Pour pouvoir présenter sa candidature, il faut, selon le texte de la loi électorale être parmi les hommes politiques ou religieux du pays, être iranien de naissance, avoir la nationalité iranienne, être un habile gestionnaire, ayant une bonne réputation, et croire à des fondements de la République islamique et suivre la religion officielle du pays [islam]. Selon la

Constitution, le conseil des gardiens a la responsabilité de veiller sur les résultats des élections. Il a également le droit de ne pas accepter la candidature des gens, en présentant des preuves.⁵³

Les membres du **Parlement** (*Majlis*) sont élus également par suffrage direct. Chaque circonscription a droit à un nombre d'élus qui est basé sur la grandeur des circonscriptions et peut aller d'un pour des petites circonscriptions à trente pour la plus grande circonscription qui est la ville de Téhéran. Le Parlement, selon la Constitution qui a été votée par référendum en 1989, avait 270 membres, et un maximum de 20 sièges tous les dix ans peuvent être ajoutés selon le taux de la croissance de la population. Il existe aujourd'hui 290 sièges au Parlement. Le chef du Parlement, élu dans les élections internes au Parlement, est le chef du pouvoir législatif.

Le **conseil des gardiens** (*shor'ay-e negabb'An*) est composé de douze membres. Six sont des religieux experts dans la loi islamique, le shari'at et la sunna (la religion et la tradition du prophète) qui sont nommés par le guide de la république, et six autres sont des avocats constitutionnels élus par le chef du pouvoir judiciaire. Ils ont principalement la responsabilité d'étudier les lois passées par le Parlement pour vérifier qu'ils ne sont ni à l'encontre des lois islamiques, et ni à l'encontre de la Constitution. C'est également ce conseil qui est responsable d'interprétation des lois.

Les membres du **collège des experts** sont élus directement par élections directes. Les membres sont des personnalités religieuses qui ont la responsabilité d'élire et de veiller sur les activités du guide de la république islamique, de le conseiller, avertir et de le destituer si cela est nécessaire. Dans le cas où le guide de la république est temporairement incapable d'exercer, le collège des experts prendra sa place.

Le **guide de la république islamique** est élu par le collège des experts, à vie ou jusqu'à ce que ce même collège décide qu'il n'est plus apte à remplir ses fonctions. Le premier guide de la république a été Khomeyni, qui lui, selon le texte de la loi électorale, était exempt de devoir être choisi par le collège des experts, avaient les mêmes droits et responsabilité que les autres. Jusqu'à aujourd'hui, un seul guide de la république a été élu par le collège des experts, en Khamenei (depuis 4 juin 1989)

Le **chef du pouvoir judiciaire** est élu par le guide de la République islamique directement. Et il travaille étroitement avec le ministre de la Justice.

— Chronologie rudimentaire :

Depuis la première Constitution en 1906, plusieurs événements politiques ont marqué les générations iraniennes : En voici une liste brève :

⁵³ Ce droit ou cette responsabilité du conseil des gardiens est depuis quelques années sujet à beaucoup de débats. Le texte de loi reste vague sur l'étendue du droit de ne pas accepter la candidature des gens, et le conseil des gardiens se reconnaît un droit très strict de disqualifier les candidats potentiels, ce qui résulte dans les listes de candidats « qualifiés » souvent partisans. L'interprétation de cette loi crée beaucoup d'antagonismes parmi les hommes politiques.

- 1906 la révolution constitutionnelle : premier Parlement bicaméral
- 1925 Reza-shah, le premier Pahlavi arrive au trône
- 1935 Reza-shah interdit le port du voile
- 1941 Mohamad reza shah, le deuxième Pahlavi arrive au trône
- 1953 le premier ministre Mossadegh est renversé par un coup d'État
- 1963 les femmes acquièrent le droit de vote - l'ayatollah Khomeiny est envoyé en exil
- 1978 la révolution islamique
- 1980 le début de la guerre Iran-Irak
- 1988- 89 la fin de la guerre Iran-Irak, la mort de l'ayatollah Khomeiny, révision de la Constitution
- 1997 l'élection de Khatami, le candidat réformateur comme président
- 1999 L'attaque de la milice armée au dortoir des étudiants de l'université de Téhéran, suivie par une semaine de grève générale étudiante et de confrontation entre la police et différents groupes de manifestants dans les rues de Téhéran.
- 2005 l'élection d'Ahmadinejad, le candidat conservateur comme président

3. Les tableaux statistiques

— Le sondage

Le tableau de la distribution des répondants dans les régions de l'Iran dans le sondage effectué

Région culturelle du pays	Nombre	Pourcentage
Téhéran	395	15,6
Gillan, Mazandéran, Golestân	329	13
Fars, Ispahan	313	12,4
Zanjân, Hamadhan, Qazvin	193	7,6
Qom, Arak	89	3,5
Khorasan, Semnân	323	12,8
Azerbaïdjan E, Azerbaïdjan O, Kermânchâh, Ardabil	403	15,9
Kerman, Yazd	152	6
Hormozgan, Khuzestân, Bushehr	182	7,2
Luristan, Ilam, Chahar Mahaal et Bakhtiari, Kohkiluyeh et Buyer Ahmad	151	6
Total	2530	100

— Le vote

Vote-incluant – tableau de fréquence :

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	left	658	26.0	28.7	28.7
	center	1236	48.8	53.9	82.6
	right	399	15.8	17.4	100.0
	Total	2293	90.6	100.0	
Missing	System	239	9.4		
Total		2532	100.0		

— Le sexe

Sexe – tableau croisé avec le vote-incluant :

			Sex		Total
			Male	Female	
vote 3 inclue	left	Count	410	248	658
		% within Sex	33.4%	23.3%	28.7%
	center	Count	624	612	1236
		% within Sex	50.9%	57.4%	53.9%
	right	Count	193	206	399
		% within Sex	15.7%	19.3%	17.4%
Total		Count	1227	1066	2293
		% within Sex	100.0%	100.0%	100.0%

— Le niveau d'éducation

Éducation – tableau croisé avec le vote-incluant :

			Education level (recoded)			Total
			Lower	Middle	Upper	
vote inclue	3 left	Count	112	280	254	646
		% within Education level	15.7%	31.5%	43.1%	29.5%
	center	Count	478	438	262	1178
		% within Education level	67.0%	49.2%	44.4%	53.7%
	right	Count	123	172	74	369
		% within Education level	17.3%	19.3%	12.5%	16.8%
Total		Count	713	890	590	2193
		% within Education level	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

— Langue parlée à la maison –

Langue – tableau de fréquence :

Language at home					
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Azari	509	20.1	20.5	20.5
	Farsi	1459	57.6	58.7	79.1
	Other	519	20.5	20.9	100.0
	Total	2487	98.2	100.0	
Missing	No answer	45	1.8		
Total		2532	100.0		

— La religion—

La religion – tableau de fréquence :

Religious denomination					
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative %
Valid	Muslim	2457	97.0	98.4	98.4
	Other	8	.3	.3	98.7
	Roman Catholic	24	.9	1.0	99.6
	Zoroastrian	9	.4	.4	100.0
	Total	2498	98.7	100.0	
Missing	Not applicable	27	1.1		
	Don't know	7	.3		
	Total	34	1.3		
Total		2532	100.0		

— Régression

Régression de toutes les variables indépendantes avec vote-excluant

Parameter Estimates									
vote 3 excludea		B	Std. Error	Wald	df	Sig.	Exp(B)	95% Confidence Interval for Exp(B)	
								Lower Bound	Upper Bound
left	Intercept	1.050	.401	6.855	1	.009			
	sexe	-.535	.163	10.715	1	.001	.586	.425	.807
	âge	-.158	.060	7.008	1	.008	.854	.759	.960
	éducation	.401	.111	12.909	1	.000	1.493	1.200	1.857
	ville	0b	.	.	0
	femmes	-.259	.115	5.057	1	.025	.772	.616	.967
	religiosité	-.623	.095	43.442	1	.000	.536	.446	.645
	démocratie	-.551	.114	23.458	1	.000	.576	.461	.720
	économie	.393	.130	9.099	1	.003	1.481	1.148	1.912
center	Intercept	.167	.574	.084	1	.771			
	sexe	-.448	.238	3.550	1	.060	.639	.401	1.018
	âge	.063	.080	.620	1	.431	1.065	.911	1.246
	éducation	-.118	.166	.503	1	.478	.889	.642	1.231
	ville	0b	.	.	0
	femmes	-.429	.168	6.549	1	.010	.651	.468	.904
	religiosité	-.610	.130	22.091	1	.000	.544	.422	.701
	démocratie	.016	.164	.010	1	.920	1.017	.737	1.402
	économie	.383	.191	4.007	1	.045	1.466	1.008	2.133
a. The reference category is: right.									
b. This parameter is set to zero because it is redundant.									